



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP  
**Office fédéral de la police fedpol**



rapport annuel fedpol 2019





# Courts-circuits

A l'heure où nous bouclons ce rapport annuel, nous nous trouvons toutes et tous dans une situation extraordinaire – en confinement à la maison ou au travail à plus de deux mètres de nos collègues et avec des mesures d'hygiène conséquentes. La faute à un petit virus couronné qui se propage à la vitesse grand V dans le monde entier. Notre monde, globalisé, connecté, mobile, est aujourd'hui mis à l'arrêt.

Le coronavirus met en lumière une réalité dont nous ne mesurons pas toujours les conséquences. Notre monde global doit faire face à des menaces globales. Ce qui est réalité aujourd'hui pour les autorités sanitaires l'est déjà depuis longtemps pour les autorités sécuritaires. La criminalité ne connaît pas de frontières. Aujourd'hui, l'immense majorité des crimes et délits commis en Suisse a des liens avec l'international. Des escrocs usent d'arnaques vieilles comme le monde, comme l'arnaque à l'investissement décrite dans ce rapport,

s'organisent à l'étranger, déplument des victimes en Suisse et blanchissent l'argent dans les méandres des flux financiers internationaux. Le trafic de drogue est mondial, à l'image de celui démantelé lors de l'opération Familia relatée dans ces pages, où la petite Suisse, au cœur de l'Europe, sert de plaque tournante pour la cocaïne. Les criminels sont rapides, connectés, efficaces – comme ces braqueurs qui attaquent les fourgons blindés avec du matériel de guerre pour repartir fissa en France voisine avec leur butin.

Face à cette criminalité transnationale, la seule réponse possible est la coopération policière. Au niveau national et international. Dans le terrorisme, comme dans les autres crimes, que ce soit pour le Forum économique mondial ou pour identifier les victimes d'attentats, la coopération policière est la clé du succès et le fil conducteur de toutes les actions de fedpol.

Avec comme arme la plus redoutable l'échange d'informations. Grâce au digital, l'échange d'informations devrait être facilité. Encore faut-il développer les outils nécessaires, disponibles pour tous. Comme vous le lirez dans ce rapport, des projets sont en cours pour concevoir des systèmes transnationaux qui se comprennent et faire en sorte que les polices et autres autorités sécuritaires reçoivent les bonnes informations, à temps. Ces projets sont coûteux, en argent et en ressources humaines. C'est le prix à payer pour notre sécurité dans un monde globalisé.

Car le nerf de la guerre est bien là : la bonne information, au bon endroit, au bon moment. Pour agir vite, pour agir bien. Des circuits courts pour court-circuiter le crime, en fil rouge de cette cuvée 2019.

Bonne lecture !

Nicoletta della Valle, directrice





# Sommaire



12

## Carte blanche à Patric Sandri

Des empreintes digitales, des téléphones intelligents, des ordinateurs, un labyrinthe, une tête de mort... Mais aussi des globes terrestres, aériens, suspendus dans l'univers et réunis par un nuage. Pour illustrer les « courts-circuits » en fil rouge de cette édition du rapport annuel, le Zurichois Patric Sandri a travaillé sur des collages digitaux à plusieurs facettes. Une approche esthétique des sujets de fedpol, entre modernité et nostalgie. Sandri montre plusieurs mondes en une image, laissant libre place à l'interprétation. Parfois techniques, presque abstraits, parfois poétiques et complexes. Aussi complexe que le travail à fedpol.

[www.ps-illustration.com](http://www.ps-illustration.com)



16

6

## 3D

Trois piliers. Trois moteurs. Trois priorités. Avec cette nouvelle stratégie 2020-2023, la Suisse veut mieux combattre la criminalité. Réunie avec tous les acteurs : fedpol.

10

## Assaillis

Onze perquisitions. En même temps, dans toute la Suisse. Plus de 100 policières et policiers. Une opération antiterroriste comme la Suisse n'en a jamais vécue auparavant.

20

## Déjoués

Huit braqueurs en forêt. Une dernière cigarette et tout est prêt pour l'attaque d'un fourgon de métaux précieux... Mais les hommes ne sont pas seuls...

22

## Hameçonnés

Une mise à jour de sécurité et l'e-banking devient un cauchemar. La police suisse remonte les traces au-delà des frontières jusqu'aux rives de la mer du Nord.

36

## Géants

Treize téléphones mobiles, sept ordinateurs, 18 disques durs, une carte SIM... un total de 3,6 téraoctets de données lors d'une perquisition. A la recherche d'une aiguille dans une botte de foin digitale.

38

## Sûrs

De la neige, des hélicoptères, un président des Etats-Unis. Le 50<sup>e</sup> Forum économique de Davos met la Suisse en effervescence. Au milieu du tumulte, fedpol garde son sang-froid.



---

## 12

### Déminé

Des messages de haine diffusés sur la Toile et une tentative d'achat de substances explosives. Interpellé juste à temps : un jeune extrémiste.

---

## 16

### Démantelé

Quinze interdictions d'entrée et deux expulsions. Les mesures administratives du plan d'action antimafia en Suisse rendent la vie dure aux mafiosi.



---

## 18

### Confisqués

Plus de 600 kg de cocaïne. Dans un jet privé. Et le boss d'un réseau criminel de stupéfiants arrêté. Grâce à une action rapide, une coopération sans faille et beaucoup de flexibilité.

---

## 24

### Imbriqués

Tout commence par une idée de génie et finit par un plan presque aussi génial. Mais fedpol suit l'argent à la trace. Les méandres d'une arnaque qui finit par coûter cher...

---

## 28

### Décisifs

Identifier et localiser les criminels plus vite ? Possible uniquement si les autorités partagent les informations. Plus de sécurité ? Encore plus de coopération internationale !

---

## 32

### Humains

Deux-cent-cinquante morts, plus de 500 blessés – et deux spécialistes de fedpol. Qui donnent tout pour identifier avec certitude les victimes suisses des attentats au Sri Lanka.

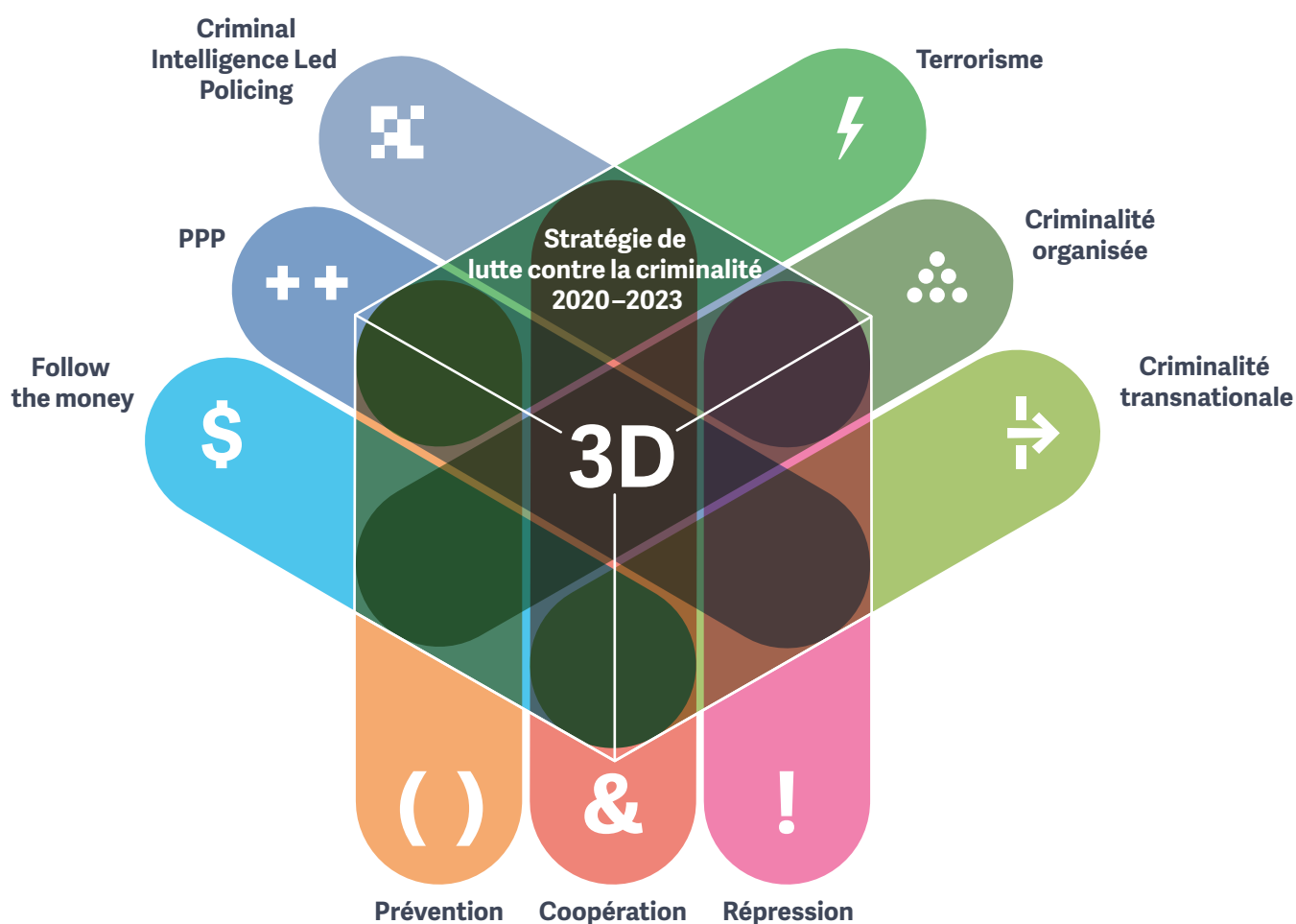
---

## 42

### Engagés

fedpol est plus qu'une police. Au-delà des frontières pour la lutte contre la criminalité. Des circuits courts, une coopération efficace – pour court-circuiter le crime.

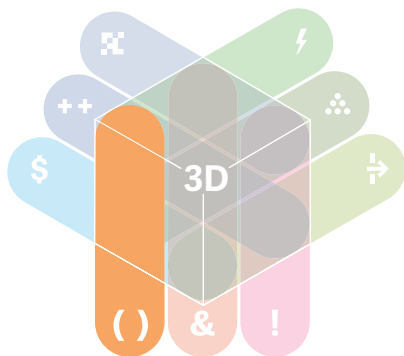
# Une stratégie en trois dimensions



**Stratégie** La nouvelle stratégie du Département fédéral de justice et police (DFJP) de lutte contre la criminalité pour les années 2020–2023 s'appuie sur trois piliers, trois moteurs et trois priorités. Tour d'horizon par le tissage de liens avec les différents cas évoqués dans les pages de ce rapport annuel.

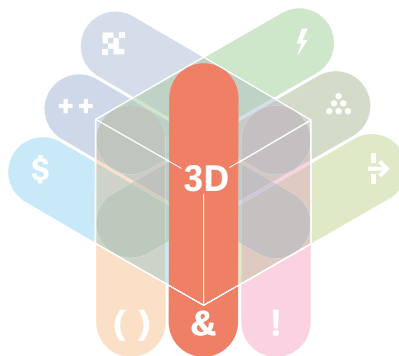


## Trois piliers



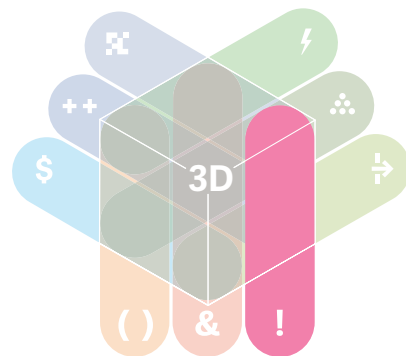
### Prévention

Parler de « police », c'est immédiatement penser « répression ». Pourtant, à elle seule, la répression ne suffit pas. Pour que la lutte contre la criminalité soit efficace, la répression doit être complétée par deux autres dimensions. La prévention, d'abord. Prenons l'exemple du terrorisme. Comment faire lorsque des éléments démontrent qu'une personne est sous l'emprise de l'idéologie djihadiste, mais que les indices sont insuffisants pour ouvrir une procédure pénale ? Comment faire s'il est impossible d'expulser des personnes dangereuses au nom du principe de non-refoulement ? En mai 2019, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le message sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme. Interdiction de contact, interdiction de périmètre, assignation à domicile entre autres : ces mesures pourront être prises indépendamment d'une procédure pénale. De telles mesures dites « administratives » sont déjà appliquées aujourd'hui : les expulsions et interdictions d'entrée à l'encontre de potentiels terroristes djihadistes ou de membres d'organisations mafieuses.



### Coopération

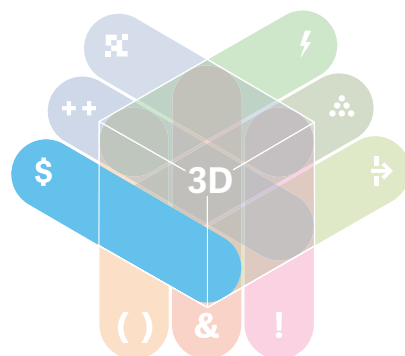
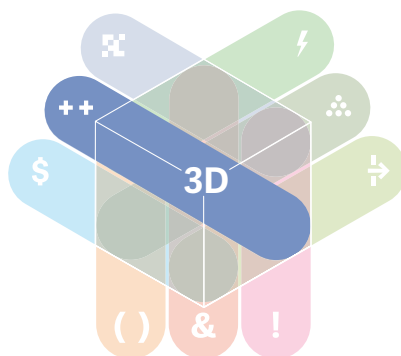
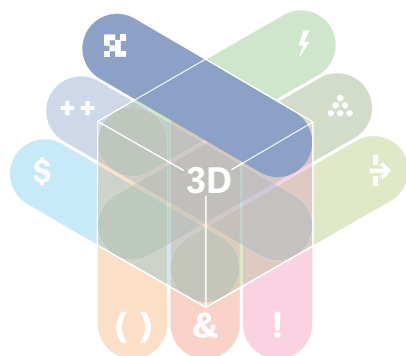
Un autre pilier indispensable à l'efficacité de la lutte contre la criminalité est la coopération. Escroquerie, corruption, falsification, etc. : les délits sont vieux comme le monde. Mais aujourd'hui, la criminalité est devenue mobile et connectée. Elle utilise aussi les moyens digitaux. Elle ne connaît plus de frontière. Or la poursuite pénale reste territoriale et cela pose de nombreux défis que seule la coopération et l'échange d'informations peuvent résoudre. Au niveau national et international. Avec les polices cantonales et étrangères. En s'appuyant sur des organisations comme Europol et Interpol. Piloter cette coopération est l'une des missions de fedpol, qui porte de nombreux projets visant à renforcer la coopération policière internationale : développement du Système d'information Schengen, interopérabilité des systèmes d'information, échange accéléré des données relatives aux empreintes digitales et aux profils ADN de personnes recherchées...



### Répression

Complétée par des mesures de prévention et de coopération, la répression est l'un des trois piliers de la stratégie de lutte contre la criminalité 2020–2023. fedpol a la compétence d'enquêter, sur mandat du Ministère public de la Confédération (MPC), sur des délits de compétence fédérale : terrorisme, organisations criminelles, blanchiment d'argent...

## Trois moteurs



### Criminal Intelligence Led Policing

Aujourd'hui, la police dispose d'une masse d'informations qu'il n'est plus possible de traiter manuellement ou individuellement. Le *Criminal Intelligence Led Policing* vise, en partant d'une enquête, à relier les informations obtenues à celles récoltées dans d'autres affaires. L'objectif est de déceler d'éventuels liens et interactions entre protagonistes, d'identifier de possibles réseaux, de voir si le prévenu s'inscrit dans une scène criminelle plus large, de mettre le doigt sur d'autres personnes susceptibles de représenter un intérêt du point de vue sécuritaire et de comprendre un phénomène de manière plus vaste et complète. De cette compréhension globale et intégrée découlent des pistes d'enquête et des choix stratégiques qui peuvent même aboutir à anticiper un risque. Afin de prioriser les ressources de manière efficace, un tableau de la situation générale est nécessaire, qui est le fruit de l'analyse criminelle.

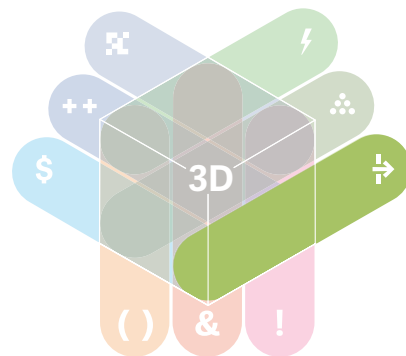
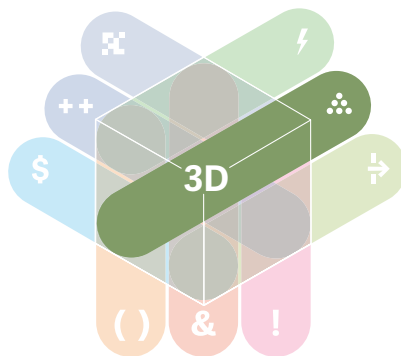
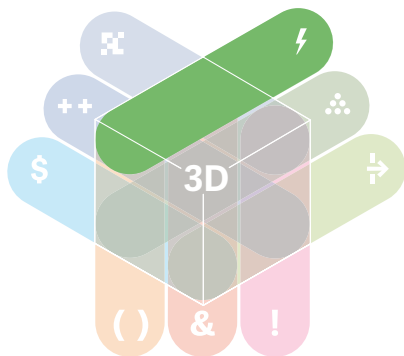
### Public Private Partnership (PPP)

Criminalité organisée, corruption, blanchiment d'argent, traite des êtres humains : ces crimes se fomentent dans l'ombre. Les victimes ne recherchent pas la dénonciation. Elles souhaitent très rarement coopérer avec la police, par peur des représailles notamment. Dans ce contexte, la collaboration avec des partenaires privés ou non policiers a démontré une belle efficacité. C'est le cas avec le secteur financier, pour lutter contre le blanchiment d'argent. C'est le cas avec les ONG, pour lutter contre la traite des êtres humains. C'est le cas, encore, avec le secteur pharmaceutique et commercial, pour lutter contre l'achat de précurseurs d'explosifs à des fins terroristes. L'intégration de partenaires privés afin de combattre la criminalité doit être renforcée. Dans la lutte contre le crime organisé, une collaboration étroite avec les autorités de migration, mais aussi les autorités fiscales ou les inspections du travail est nécessaire.

### Follow the money

La finalité du crime ? Généralement, c'est gagner de l'argent ! Dans tous les cas, il est utile de suivre cette piste pour déceler les réseaux criminels. Les flux financiers étant généralement digitalisés, l'argent peut – dans la majorité des cas – être suivi à la trace. Cela permet aux enquêteurs de remonter jusqu'aux malfaiteurs et de reconstituer les réseaux.

## Trois priorités



### Terrorisme

La Suisse n'est pas une île. Elle fait partie du monde occidental aux yeux des djihadistes. Elle constitue donc un objectif légitime pour eux. Selon le Service de renseignement de la Confédération (SRC), la menace terroriste demeure élevée en Suisse et en Europe ; celle qui émane des extrémistes islamistes (Etat islamique, Al-Qaïda) est celle qui a actuellement le plus d'importance en Suisse. La menace la plus probable consisterait en des attentats réalisés avec une logistique minimale, exécutés par un individu ou un petit groupe. Les personnes revenues de zones de guerre sont à considérer comme potentiellement dangereuses. Mais il n'y a pas que le djihadisme ! Le terrorisme peut aussi émaner d'autres groupes extrémistes violents, inspirés par exemple d'attaques comme celle de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, ou Halle, en Allemagne.

### Criminalité organisée

Les mafias italiennes sont une réalité en Suisse – pas seulement au Tessin, en Valais ou dans les Grisons, mais dans toute la Suisse, notamment dans les centres urbains. Leurs membres utilisent la place financière helvétique pour blanchir de l'argent et réinvestir les recettes de leurs crimes dans l'immobilier, la restauration ou d'autres secteurs. Le lancement du plan d'action opérationnel antimafia proposé par fedpol aux autorités cantonales et fédérales renforce la lutte contre les organisations criminelles. Ces derniers mois, fedpol a prononcé deux expulsions et quinze interdictions d'entrée à l'encontre de membres des mafias. Dans les années à venir, les groupes criminels originaires d'Europe du Sud-est (trafic de drogue, traite des êtres humains) et des pays de la Communauté des Etats indépendants (blanchiment d'argent) feront également partie des priorités.

### Criminalité transnationale

Traite des êtres humains, trafic de migrants, trafic de stupéfiants, infractions contre le patrimoine... : la poursuite pénale de certaines infractions est du ressort des cantons. Pourtant, les compétences ne sont jamais limitées à une région. Elles concernent souvent plusieurs cantons et présentent régulièrement des liens avec l'étranger (notamment les infractions contre le patrimoine, qu'elles soient commises sur internet ou physiquement comme le démontrent les braquages de fourgons de transport de fonds ou les attaques de bancomats à l'explosif). C'est pourquoi fedpol a un rôle central pour soutenir les cantons, coordonner, mettre en réseau, assurer l'échange d'informations.

**Terrorisme** Au petit matin du 29 octobre 2019, la Suisse vit l'une des plus grosses opérations antiterroristes qu'elle ait connues à ce jour. fedpol, sur mandat du Ministère public de la Confédération (MPC), planifie, coordonne et conduit cette vaste intervention, en étroite collaboration avec la police cantonale de Zurich et avec le soutien de celles de Berne et de Schaffhouse. Les enquêteurs remuent ciel et terre à la recherche de preuves. Une opération de police rondement menée, du début à la fin.

# Action !

Il fait nuit noire. Des gouttes de pluie scintillent dans le halo des réverbères. Alors que la Suisse dort encore profondément, les policiers de fedpol, de Zurich, de Berne et de Schaffhouse sont, eux, sur le qui-vive. Quelques secondes encore... et c'est l'assaut, qui est donné en même temps à onze endroits différents des cantons concernés.

## Niveau de risque : élevé

Le réveil est brutal pour ces cinq adolescents et ces six jeunes adultes. Des unités spéciales entrent avec fracas et sécurisent les lieux. Une procédure normale pour les opérations antiterroristes, dont le niveau de risque est toujours le plus élevé. La voie est libre pour les enquêteurs.

Ils commencent par la perquisition. Les jeunes gens sont suspectés d'avoir enfreint la loi interdisant les groupes « Al-Qaïda » et « Etat islamique » et d'avoir soutenu une organisation criminelle. C'est pourquoi le

MPC et les ministères publics des mineurs de Winterthour et de Berne collaborent étroitement dans les procédures pénales qu'ils ouvrent, le premier contre les adultes, les seconds contre les mineurs.

## Jour J

Le jour J, tout doit aller vite. Ce qu'on cherche, ce sont des pièces manquantes du puzzle ou de nouvelles pièces qui pourraient être décisives dans le dossier.

La clé du succès dans cette opération, c'est la coopération entre les experts. Les enquêteurs antiterroristes examinent les possibles preuves. Les analystes avec des connaissances linguistiques spécifiques les épaulent. Et comme toujours à l'ère du numérique, la police scientifique et les analystes policiers travaillent à plein régime.

Quels appareils ? Quelles données ? Copier ou mettre sous séquestre ? Les

analystes et les informaticiens travaillent ensemble pour donner à l'enquêteur en chef une évaluation de la situation et lui simplifier la prise de décisions.

## Un franc succès

Ce jour-là dans la salle de commandement aussi, le mot d'ordre, c'est concertation. Les représentants des autorités menant la procédure (MPC et ministères publics des mineurs) et de la direction de l'engagement de police (fedpol et police cantonale zurichoise) conduisent l'opération coude à coude et suivent son déroulement minute par minute. Quelques heures après l'assaut, l'opération s'achève sur un succès. Mais le travail des enquêteurs de fedpol pour la procédure pénale du MPC ne fait que commencer. Pour eux maintenant, il s'agit de dépouiller les preuves collectées.

Perquisitions chez onze personnes suspectées de terrorisme : la Suisse dort encore lorsque les policières et les policiers de fedpol et de plusieurs polices cantonales prennent d'assaut plusieurs cibles simultanément.

### De nouvelles mesures, en dehors de la procédure pénale

Les autorités de poursuite pénale suisses connaissent bien l'un des inculpés de la fin octobre 2019.

Il s'agit d'un « revenant » qui a déjà fait en Suisse l'objet d'une condamnation entrée en force pour infraction à la loi interdisant Al-Qaïda. Après cette condamnation, des raisons justifient

l'ouverture d'une nouvelle procédure pénale. Mais comment faire si les soupçons qui pèsent sur quelqu'un ne suffisent pas à ouvrir une procédure ?

Et comment faire si un étranger dangereux ne peut être expulsé du fait du principe de non-refoulement parce qu'il est menacé de mort ou de torture dans son pays d'origine ? Et si une personne

qui a purgé sa peine continue de représenter une menace, comme les terroristes de Londres en novembre 2019 et février 2020 ? Dans ces cas-là, les autorités cantonales n'ont aujourd'hui guère d'instruments pour contrer le danger.

Le Conseil fédéral a approuvé le message concernant la loi fédérale sur les mesures policières

de lutte contre le terrorisme (MPT) en mai 2019. Cette loi prévoit des outils complémentaires destinés aux cantons lorsqu'ils ont épuisé toutes les possibilités de neutraliser un potentiel terroriste – peu importe qu'une procédure pénale soit en cours ou non, et justement aussi lorsqu'un individu dangereux a déjà purgé sa peine.



القاعدة

**Terrorisme** *D'extrémiste violent à terroriste, la frontière est parfois ténue, comme le montre le cas de ce jeune Suisse. Déversant sa haine contre les musulmans sur les réseaux sociaux, il commande par internet un cocktail de substances parfait pour fabriquer un puissant explosif. Le mineur est mis hors d'état de nuire, grâce à fedpol, aux autorités cantonales, aux partenaires internationaux et... à un droguiste.*

# Un mineur déminé

Sur le chat en ligne, il poste des extraits de la vidéo de Christchurch, la vidéo qui retransmet en direct le massacre de 51 musulmans dans une petite ville de Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019. Sur le chat, il ajoute : « Un jour, j'aimerais faire la même chose en Suisse. »

## **Prêt à fabriquer une bombe**

« Il » est un jeune Suisse. Un mineur qui passe son temps sur les réseaux sociaux et les forums à déverser sa haine contre les musulmans. Il fait partie d'un groupe d'internautes de plusieurs nationalités, Allemands, Néerlandais, Anglais. Dans la vraie vie, ils ne se connaissent pas et ne sont pas connus pour être des criminels. Ils partagent une idéologie commune, un mélange entre des valeurs pseudo-chrétiennes, antimusulmanes, à tendance d'extrême droite. Le Suisse est très actif : « J'ai commandé des précurseurs d'explosifs, je peux fabriquer des bombes, j'ai des armes », poste-t-il régulièrement. En plus de ce groupe, via un autre réseau social, il est aussi en contact

avec des individus en Grande-Bretagne, qui sont eux connus des services de police et sous enquête. Mais le Suisse n'est pas sur les radars de la police. Pour l'instant.

## **De l'information des services étrangers à celle du droguiste**

Un service de police étranger signale aux autorités suisses ses discussions échangées sur les chats et les réseaux sociaux. Ses comptes sont déclinés sous différentes identités et mènent à des numéros de téléphone anglais. La *Metropolitan Police* confirme qu'il s'agit d'individus connus de ses services. En parallèle, la police allemande signale sa présence sur un forum spécialisé dans les explosifs. Rien de suffisamment concret... Jusqu'à ce message envoyé à fedpol : « Nous avons reçu une commande sur notre site de vente en ligne dont le but décrit suscite des doutes quant à l'utilisation de ces quantités et de ces substances décrites comme précurseurs d'explosifs. La commande est bloquée

jusqu'à ce que nous sachions si la personne n'a pas de motivations criminelles. » L'auteur du message, un droguiste d'un magasin de vente en ligne, signale à fedpol qu'un certain Monsieur X a commandé 7,5 kg d'acétone, 4 kg d'eau oxygénée et 5 kg d'acide chlorhydrique : un mélange parfait pour obtenir du TATP, un puissant explosif à l'origine de plusieurs attentats terroristes ces dernières années en Europe. Et Monsieur X, c'est notre jeune Suisse... Intervention de la police cantonale, perquisition, le mineur est arrêté et mis en détention. La procédure pénale suit son cours.

## **Une réglementation nécessaire**

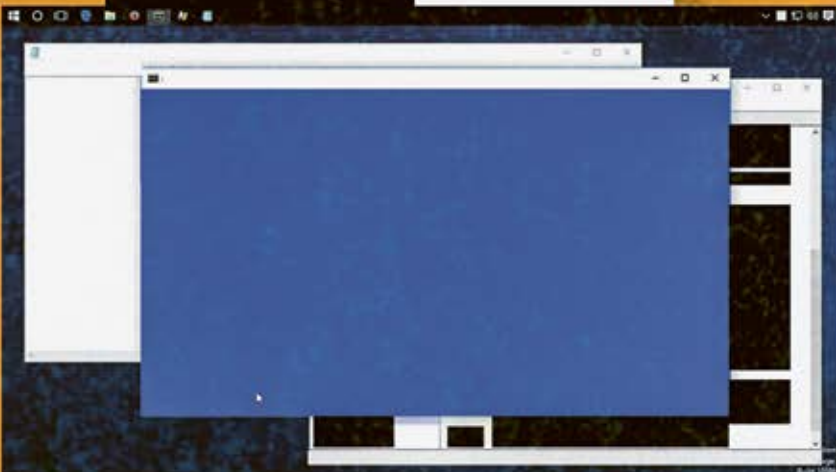
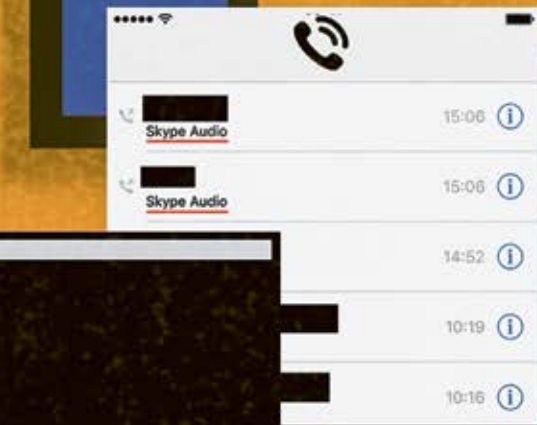
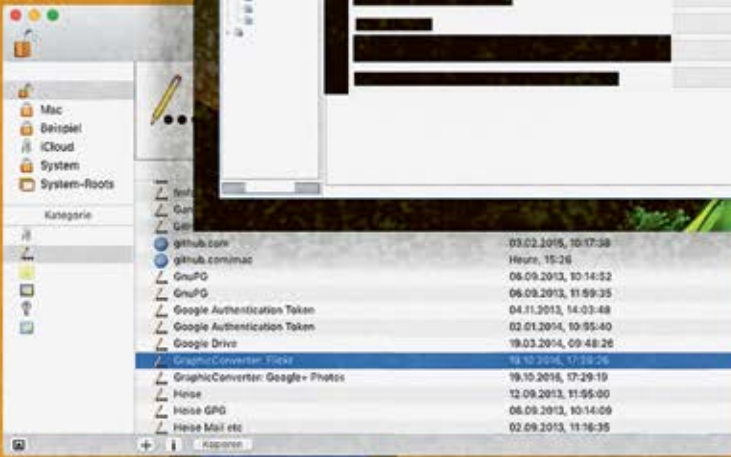
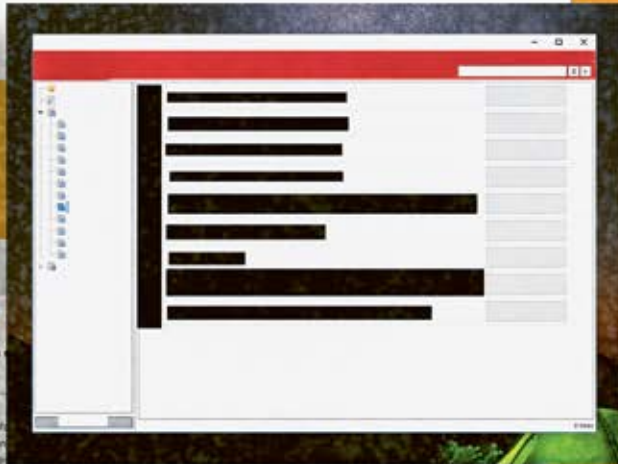
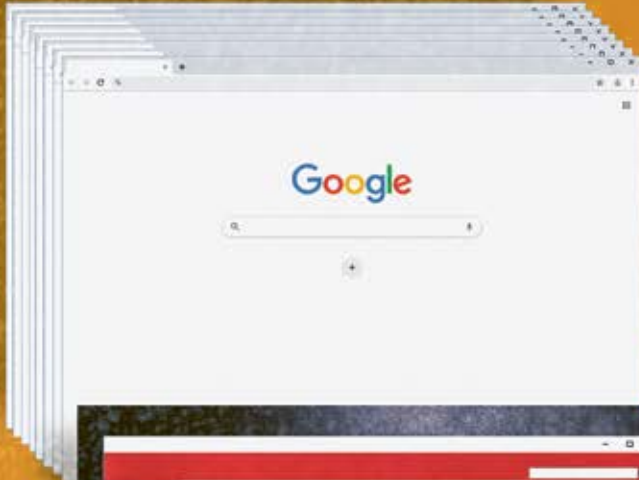
Le cas est emblématique. Il met notamment en lumière le bien-fondé d'une législation sur les précurseurs d'explosifs. Alors que l'Union européenne réglemente l'accès à ces substances utilisées pour fabriquer des bombes artisanales en 2014, à la suite de l'attentat d'Oslo perpétré par Breivik, en Suisse, ces substances sont



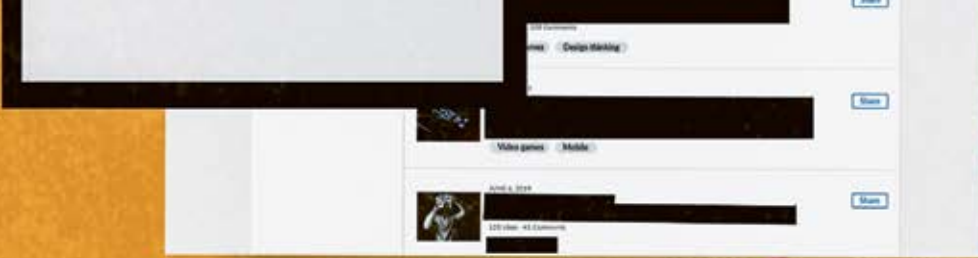
encore en vente libre. En 2015, conscient du risque que la Suisse ne devienne le supermarché des terroristes, le Conseil fédéral décide de légiférer. Le projet de loi est débattu en 2020 par le Parlement. Sans attendre la loi, dès l'automne 2016, les branches concernées par la vente de précurseurs d'explosifs, les droguistes,

pharmaciens ou magasins spécialisés sont sensibilisés et signalent à fedpol les transactions qui leur semblent suspectes. On en dénombre 57 depuis la mise en place des mesures immédiates. Dont le cas présent. Un pharmacien consciencieux, dont l'annonce a peut-être permis de sauver des vies.

Mélange d'explosifs fait maison. Le Conseil fédéral veut limiter l'accès aux précurseurs d'explosifs pour empêcher la fabrication de bombes artisanales.



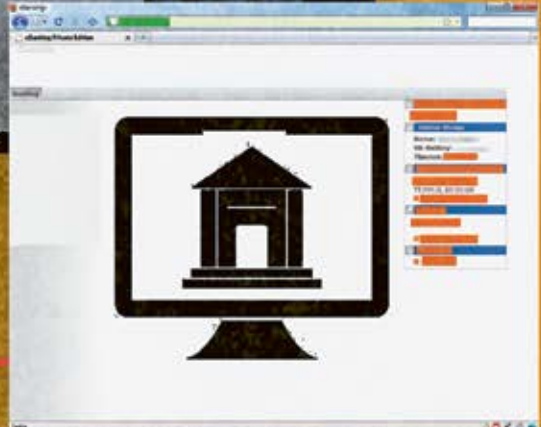
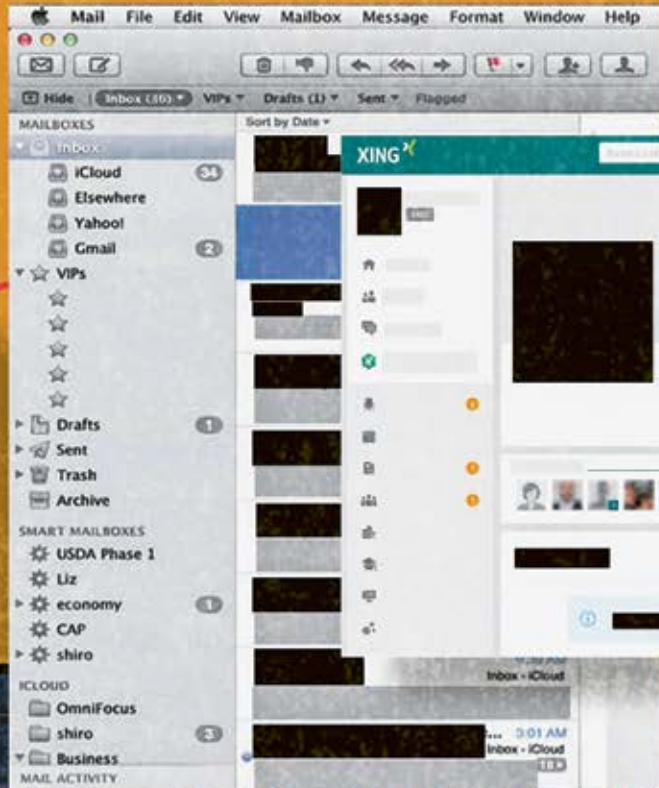




Max Muster

Fedpol123

Go



**Organisations criminelles** En 2019, fedpol a pour la première fois prononcé deux expulsions à l'encontre de membres de mafias italiennes. Il s'agit d'une mesure administrative parmi d'autres du plan d'action antimafia ayant pour objectif de démanteler l'organisation criminelle et de rendre la vie des mafieux en Suisse plus compliquée. Explications.

# Un aller simple pour l'Italie

La conversation téléphonique est tirée d'une enquête italienne. Deux mafieux parlent ainsi de la Suisse. L'un rassure l'autre : « Tu sais, en Suisse, si tu as les papiers en ordre, après, tu fais ce que tu veux. »

Ça, c'était avant. Si la présence des mafias italiennes a longtemps été sous-estimée en Suisse, le plan d'action opérationnel antimafia proposé par fedpol aux autorités cantonales et fédérales change la donne. Pour preuve, en 2019, fedpol a prononcé l'expulsion de deux mafieux. Depuis 2018, quinze interdictions d'entrée ont déjà été prononcées (voir tableau ci-contre) à l'encontre d'individus soupçonnés d'appartenir à des organisations mafieuses et de menacer la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse. Le ton est donné.

## La Suisse, point de repli et de liaison idéal

Les mafias italiennes sont une réalité en Suisse. On craint qu'elles soient présentes un peu partout dans le pays, pas seulement dans les régions limitrophes de l'Italie, comme le Tessin, le Valais ou les Grisons, mais dans toute la Suisse. Si on ignore combien de membres actifs des mafias sont ici, fedpol a connaissance d'une centaine de membres, majoritairement de la 'Ndrangheta, mais aussi de Cosa Nostra et de la Camorra. Ils sévissent dans

le trafic de drogue et d'armes, utilisent aussi la place financière suisse pour blanchir de l'argent et réinvestissent les recettes de leurs crimes – commis principalement en Italie – dans l'immobilier, la restauration ou d'autres petites affaires. Située au cœur de l'Europe, la Suisse est utilisée comme un point de repli où on entre aussi vite qu'on en ressort. Elle permet d'être un point de liaison avec les clans du sud de l'Italie. Elle est donc une plateforme logistique idéale pour les mafieux. Un exemple concret est donné concernant un membre de haut rang de la 'Ndrangheta. Son lien avec la Suisse repose sur l'exercice d'une activité lucrative en tant que frontalier. Après cette période d'activité en Suisse, il rejoint son pays d'origine, où il finit par être condamné pour association de type mafieux à une longue peine privative de liberté. Sur requête du canton dans lequel l'intéressé avait exercé une activité lucrative, fedpol a prononcé une interdiction d'entrée de dix-huit ans à son encontre afin de se prémunir d'un éventuel retour. A ce jour, la mesure d'éloignement est en force et définitive.

## Couper les tentacules de la pieuvre

L'interdiction d'entrée ou l'expulsion sont des mesures de droit administratif préven-

tives qui visent à préserver la Suisse d'une menace sur la sécurité intérieure ou extérieure. Si les mesures administratives ne peuvent pas à elles seules éradiquer les mafias en Suisse, elles peuvent leur rendre la vie moins confortable et limiter leur expansion. En bref, si on ne peut éliminer la pieuvre, on peut lui couper les tentacules.

Actuellement, quinze interdictions d'entrées ont été prononcées à l'encontre d'individus, dont la majorité sont déjà condamnés en Italie pour association de type mafieux. Cette mesure peut également être ordonnée sans qu'il n'y ait eu de précédente condamnation. Pour une expulsion, les critères sont plus stricts. fedpol a ordonné l'expulsion d'un père et de son fils titulaires d'un permis de séjour, habitant au Tessin et à la tête de plusieurs entreprises. Ils sont suspectés d'appartenir étroitement à un clan mafieux. Leur présence en Suisse en tant que résidents représente une menace pour la sécurité intérieure qui justifie leur expulsion. Ce résultat est le fruit d'une collaboration étroite avec les autorités tessinoises, pionnières dans la lutte antimafia en Suisse. Une coopération à renforcer dans tout le pays (voir encadré). Ainsi, les mafieux établis en Suisse risquent fort bien d'obtenir le bon papier : un aller simple pour l'Italie.

### COC ? Une intelligence commune face aux mafias italiennes

La lutte contre les mafias fait partie de la stratégie de lutte contre la criminalité du Département fédéral de justice et police (DFJP). Parmi les objectifs fixés : faire en sorte que la Suisse soit peu attrayante pour ces organisations criminelles – que ce soit pour la formation de structures, comme lieu de repli ou comme base arrière pour cacher ou laver les bénéfices des activités criminelles.

Face à des membres mafieux, il faut une approche multidimensionnelle qui allie la prévention, la répression et la coopération. Une coopération entre toutes les autorités concernées, au niveau fédéral et cantonal. La plate-

forme COC (*Countering Organised Crime*) veut renforcer cette coopération. En octobre 2019, un premier *kick-off* a été organisé avec les partenaires concernés par la lutte antimafia, notamment les autorités de poursuite pénale, les autorités de sécurité cantonales et fédérales, les autorités de migration, sociales, en charge des finances, des marchés et de la concurrence. Le but est d'intensifier l'échange d'informations et de prendre à l'avenir les mesures adéquates à tous les niveaux : police, contrôle des habitants, contrôle des finances, contrôle des comptes et sociétés, partenariat public-privé. Par exemple, la collaboration avec le secteur bancaire, qui a une réputation et une crédibilité à maintenir et qui pourrait

donner des informations, des outils et des recommandations très précieuses. COC va intensifier le partage d'informations-clés entre les partenaires et créer une intelligence (*Intelligence Led Policing*) commune qui apporte une réponse commune face à cette forme de criminalité organisée pour rendre la vie des mafieux en Suisse bien compliquée.

Interdictions d'entrée	Total	Liées au terrorisme	dont prêcheurs de haine	Non liées au terrorisme	extrémistes violents	interdits par le SRC	organisations criminelles italiennes	autre organisations criminelles
2019	160	65	-	95	13	70	11	1
2018	106	78	1	28	8	20	4	-
2017	150	140	14	10	10	-	-	-
2016	128	113	-	15	4	11	-	-



Expulsions	Total	Mises en œuvre	organisations criminelles italiennes	terrorisme	Mises en œuvre impossible
2019	4	3	2	1	1
2018	5	2	-	2	3
2017	13	11	-	11	2
2016	1	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>7</b>

Départ vers le sud : en 2019, fedpol ordonne pour la première fois des expulsions contre des suspects mafieux.

**Criminalité transnationale** Lors d'une enquête d'envergure internationale, fedpol avec Europol et les partenaires nationaux et internationaux réussissent un coup de maître : arrêter le big boss d'un réseau criminel de stupéfiants et saisir 603 kg de cocaïne livrés par jet privé. Un coup de filet réalisé grâce à une coordination de haut vol, rapide, flexible et efficace. Récit.

# Coke en stock

La scène est surréaliste, comme inspirée d'une série policière. Le 16 mai 2019 à 17 h 26, un jet privé provenant d'Amérique latine, en transit par Nice, atterrit sur la piste de l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Jusque-là, rien d'inhabituel. Le jet se déplace sur le tarmac privé à la frontière entre la Suisse et la France. L'hôtesse de l'air, le pilote et le copilote descendent de l'appareil. Le pilote va chercher une première voiture de location, une Smart, puis un fourgon. Et là débute un va-et-vient de 21 valises que le personnel du jet s'empresse de charger les unes après les autres dans le fourgon. Au total, – kg de cocaïne sont cachés dans les bagages. Cette livraison est destinée au business d'un vaste réseau criminel balkanique. Les trois compères ne se doutent alors pas qu'ils sont filmés par des caméras de surveillance. fedpol et les polices française, serbe, croate et tchèque observent patiemment la scène.

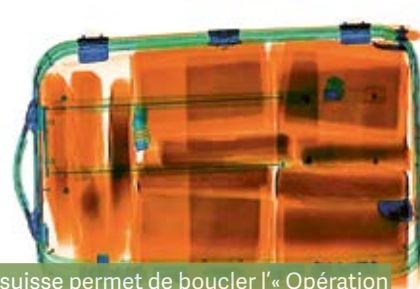
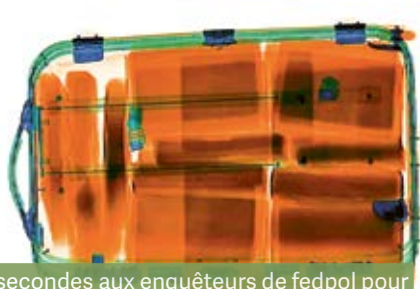
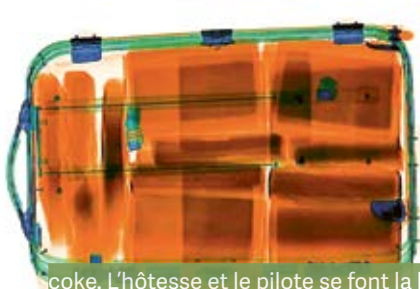
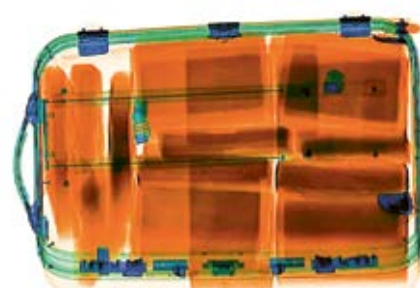
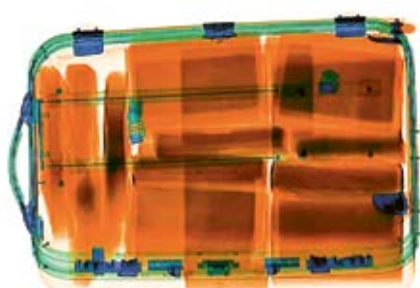
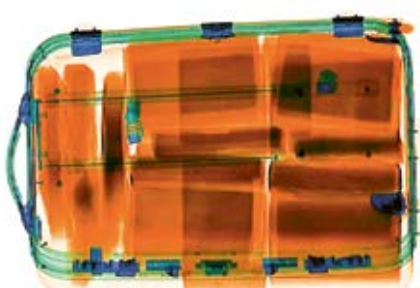
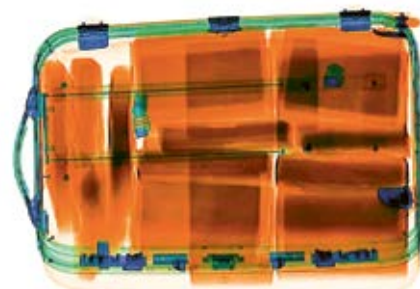
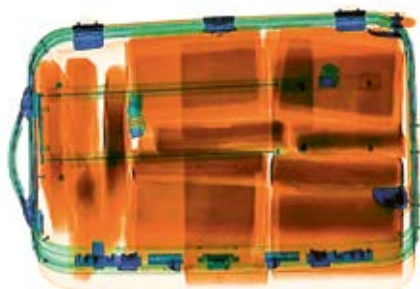
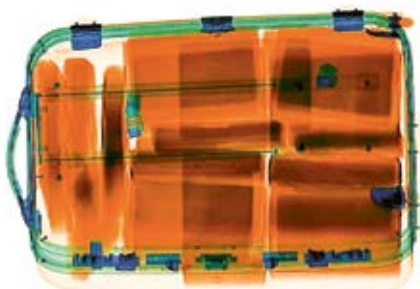
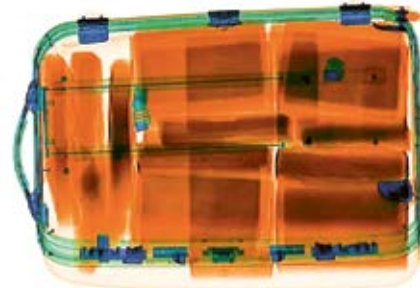
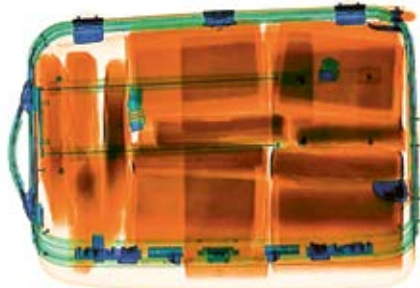
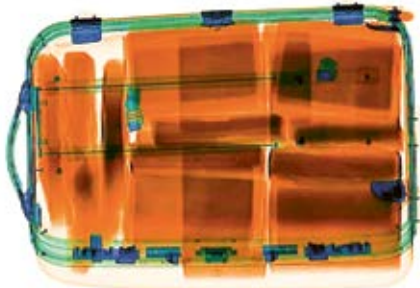
## Agir vite

La pression est palpable pour les enquêteurs de fedpol. Sur le terrain, ils sont prêts à intervenir à tout instant : un poste de commandement (PC) gère l'opération depuis Lausanne en contact avec les partenaires nationaux, dont la police cantonale de Bâle-Ville, et internationaux. Ils ont dû s'organiser rapidement. Moins de deux jours plus tôt, le 14 mai au soir, fedpol reçoit l'information suivante de la police croate : « Importante cargaison de drogue à Bâle dans deux jours. La France, la Croatie et la Tchéquie sont impliquées ». Mission attendue de la Suisse : se coordonner avec la police française, mettre la main sur la livraison de cocaïne, sans compromettre l'enquête en cours du nom d'« Opération Familia » coordonnée par Europol. Cette cargaison n'est que la pointe de l'iceberg. La partie immergée est un trafic de cocaïne à large

échelle, de l'Amérique latine vers l'Europe, en passant par l'Asie. Un trafic est géré par un réseau criminel balkanique qui utilise des jets privés pour transporter leur précieuse cargaison à travers le monde. L'« Opération Familia », dirigée par la Croatie, la Serbie et la Tchéquie, engage une vingtaine de pays.

## Big boss en Suisse

D'après la police croate, le numéro 1 du réseau, principale cible de la procédure internationale, doit rencontrer le pilote pour le payer en cash à l'aéroport de Bâle-Mulhouse avant de repartir illico. A 17 h 42, le boss arrive sur le site de l'aéroport. Il rencontre le pilote, les deux hommes s'entre-tiennent dans un café. Le PC de Lausanne suit minute par minute ce qui se passe. Tout s'enchaîne très vite. Une fois la cargaison chargée dans le fourgon, surprise : le big boss embarque dans le fourgon avec la



... coke. L'hôtesse et le pilote se font la belle avec la Renault de location. Ils quittent l'aéroport. Quid de l'itinéraire que le convoi va emprunter ? Le mot d'ordre de fedpol : flexibilité. Il faut adapter la stratégie d'intervention avec tous les partenaires. Côté police, il est prévu qu'une fois le convoi sur sol suisse, il est arrêté par hasard pour un simple contrôle de routine par les policiers bâlois. Presque trop simple pour être vrai.

**Intervention d'urgence dans un parking**

Le convoi quitte le site de l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Il passe la frontière suisse. Encore quelques mètres et il parvient à l'entrée de la ville, là où le contrôle des véhicules doit avoir lieu. Arrivé sur l'artère principale, le fourgon accompagné par la Smart change de présélection et bifurque soudainement à gauche avant de s'engouffrer dans un parking souterrain. Quelques

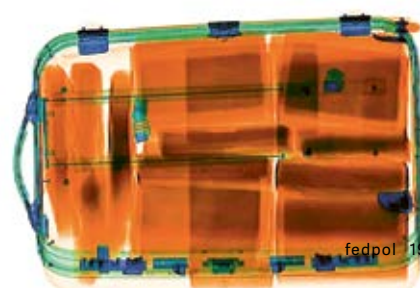
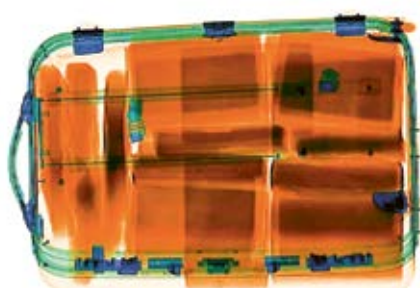
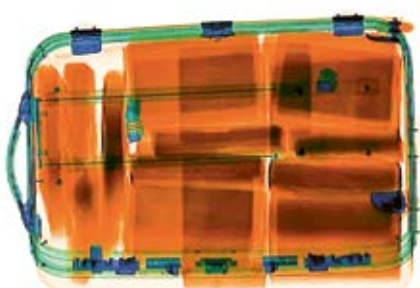
secondes aux enquêteurs de fedpol pour décider de changer de stratégie. Le « go, go, go » est donné à la police de Bâle-Ville depuis le PC de Lausanne. Les policiers bâlois, armés, protégés de leurs gilets pare-balles, entrent dans le parking. Ils sont préparés à affronter des criminels violents, et le danger d'un échange de feu est omniprésent. Dans le parking, ils font face au copilote, au numéro 1 du réseau ainsi qu'à un troisième individu : le bras droit du numéro 2 du réseau. En quelques secondes, les criminels sont arrêtés, les 603 kg de cocaïne sont saisis. Mission terminée pour la Suisse.

**Un retentissement international**

Les jours qui suivent, les policiers croates mettront la main sur le numéro 2 du réseau. L'hôtesse et le pilote sont arrêtés sur le chemin du retour en Tchéquie. L'épi-

sode suisse permet de boucler l'« Opération Familia ». Au total, seize personnes ont été arrêtées, dont onze en Europe et cinq à Hong Kong. C'est plus d'une tonne de cocaïne saisie, 603 kg en Suisse et 421 à Hong Kong. Parmi les autres pays touchés, la Croatie, la Serbie et la Tchéquie, ce sont deux millions d'euros en cash ainsi que des biens de luxe, montres, armes de poing et véhicules qui ont été confisqués.

Comme tout épisode inspiré d'une bonne série policière, les criminels se retrouvent à la fin derrière les barreaux. Sauf que cette histoire n'a rien d'une fiction et que les rebondissements n'étaient pas écrits à l'avance. Le travail de coordination entre Europol, fedpol et toutes les polices mobilisées, la rapidité des moyens d'action et la flexibilité des partenaires nationaux sur le terrain ont rendu possible ce coup d'avance sur la criminalité transnationale.



***Criminalité transnationale*** Une bande de braqueurs français expérimentés se donnent rendez-vous sur un chemin forestier. L'objectif ? Attaquer un fourgon de métaux précieux de l'autre côté de la frontière. Grâce à une collaboration franco-suisse, les forces de l'ordre neutralisent les malfrats dans les bois. Récit d'une opération qui montre qu'il est possible d'agir en amont.

# Arrestation au fond des bois

31 octobre 2019. Il est 7 heures du matin dans le bois de Collonges en France voisine. Le soleil se lève à peine sur un chemin forestier reculé. Huit hommes se tiennent près de leurs véhicules, en attente. La tension est palpable. C'est leur dernier rendez-vous avant de passer à l'action. Le but : braquer un fourgon de métaux précieux à seulement quelques kilomètres de là, de l'autre côté de la frontière. Kalachnikovs, explosifs, gilets pare-balles et cagoules – tout est prêt pour le casse.

## **La Suisse, une cible pour les braqueurs de fourgons**

La Suisse attire de plus en plus de bandes chevronnées issues de la criminalité organisée. Ultra professionnelles, très entraînées et lourdement armées, ces équipes n'hésitent pas à passer à l'action. Leur objectif ? Des sommes énormes... Un exemple : le 24 mai 2017, une bande visait un fourgon qui contenait près de 40 millions à Nyon. Ce type de brigandage constitue l'une des seules possibilités pour la criminalité « classique » de s'emparer en une seule fois d'un butin de plusieurs millions de francs.

Le phénomène s'est accéléré au cours des dernières années ; plus de la moitié des 19 cas recensés par fedpol depuis 2010 se sont déroulés entre 2017 et 2019. L'intensité des attaques prend également de l'ampleur. Kalachnikovs, voitures béliers et explosifs, les malfrats se servent de véritables armes de guerre.

Pour l'heure, un *Röstigraben* existe : le crime organisé français cible essentiellement la Romandie alors que les auteurs italo-phones se concentrent sur le Tessin. Mais attention, ces bandes criminelles sont capables d'agir au-delà de leur zone de confort ! Certaines bandes lyonnaises ont déjà eu des visées sur la Suisse alémanique. Le nombre de braquages réussis de ces dernières années va probablement pousser d'autres auteurs à entrer dans le jeu.

## **Collaborer pour déjouer les braqueurs**

Retour dans la forêt de Collonges. Le go est prévu dans quelques minutes pour les huit braqueurs. Mais au moment de fumer leur dernière cigarette, les unités spéciales françaises du RAID et des BRI surgissent.

Depuis plusieurs semaines, des enquêteurs de la police française et genevoise travaillent en étroite collaboration. fedpol est de la partie, chargée de mettre en place la coordination entre les partenaires. Les actes préparatoires des malfrats sont conséquents et les rendent vulnérables. Grâce aux échanges d'informations, l'investigation conjointe permet aux enquêteurs de suivre l'élaboration du coup : repérage des braqueurs alors qu'ils sont eux-mêmes en repérage du côté de Genève, et puis finalement, localisation de leur planque juste avant l'attaque.

Les huit braqueurs sont tous issus du grand banditisme. Dans le jargon policier, on parle d'« équipe à tiroirs ». Ses membres se sont spécialement regroupés pour le casse en fonction de leurs compétences. L'un d'entre eux est spécialisé dans la reconnaissance, un autre dans l'explosif – chacun a un rôle bien défini à jouer dans le scénario. Ils n'ont peur de rien, sont extrêmement dangereux... et n'en sont pas à leur coup d'essai : quelques années plus tôt, un des auteurs tentait de braquer un bureau de change à l'explosif à Thônex



(GE). Il est touché par balle pendant la course poursuite avec la police, en plein centre-ville. On le retrouve au fond des bois le 31 octobre 2019.

#### **Les clés d'une opération réussie**

Comment lutter contre les attaques de véhicule de transport de fonds ? Une diffusion efficace de l'information et une collaboration étroite entre les différents acteurs nationaux sont primordiales. Pour ce qui est de l'échange d'informations entre la France et la Suisse, c'est fedpol qui fait office de *single point of contact*. Pourquoi centraliser les informations ? Pour les recouper, trouver un lien entre les affaires et mettre en lumière les réseaux.

Les outils et plates-formes d'échange avec les cantons existent. Et la coopération, c'est l'ADN de fedpol. Déjà avec le projet *Armed Jewelry Robberies (AJR)*, qui permet de lutter contre les braquages de bijouterie, fedpol a mis sur pied une manière de faire éprouvée, succès à la clé. Depuis février 2020, dans le cadre d'AJR+, fedpol établit une première coordination

entre les partenaires étrangers et les partenaires cantonaux en échangeant les informations. Elle réalise ensuite une analyse de la situation pour identifier les malfrats et pour savoir à quels réseaux ils appartiennent. Ce travail d'analyse permet d'élaborer une stratégie opérationnelle entre les polices cantonales, les autorités françaises et fedpol. L'objectif est de pouvoir prendre rapidement les premières mesures d'investigation.

Le secteur privé est également un acteur à ne pas négliger. Des informations essentielles remontent depuis les convoyeurs. Les sociétés effectuent un premier tri puis transmettent les éléments les plus pertinents à fedpol. Elle peut alors établir un système d'alerte à différents degrés. Au degré orange, il existe une menace concrète d'attaque. Il est alors de la responsabilité de la compagnie de hausser le niveau de sécurité ou de changer les parcours. En cas de degré rouge, une catégorie prédéfinie de convois à risque est immédiatement détournée de son objectif final. Le but : retirer le fourgon blindé du jeu avant qu'il ne soit trop tard.

#### **Echec et mat**

Pour lutter efficacement contre les attaques de fourgons, les maîtres-mots sont donc diffusion efficace de l'information et collaboration entre les différents acteurs. Un procédé qui n'a laissé aucune chance aux ambitions de la bande criminelle le 31 octobre 2019. Cernés en quelques secondes au fond des bois, les malfrats voient leur butin partir en fumée. Aucune chance de riposter. Ils sont directement placés en garde à vue pour association de malfaiteurs dans les locaux de la police judiciaire de Lyon. Echec et mat pour les huit braqueurs : ils n'atteindront jamais la Suisse.

**Criminalité transnationale** *Se rendre au guichet, bulletin de versement et argent liquide en main, ça, c'était avant. Aujourd'hui, il y a l'e-banking. Mais comme en pleine rue, des malfaiteurs qui lorgnent votre argent sévissent dans l'espace virtuel. La numérisation, pour eux, c'est la possibilité de cibler des centaines de personnes depuis n'importe où et à peu de frais. Ou comment une plainte déposée sur les rives de la Limmat débouche sur des arrestations dans une ville portuaire de la mer du Nord.*

# Hameçonné

Le front dégoulinant de sueur, Noah\* attend son tour au poste de police. Ce qu'il veut avant tout, c'est se réveiller de ce cauchemar sans nom. Mais il doit d'abord expliquer en détail à la policière ce qui lui est arrivé.

## Depuis la plainte déposée à Zurich...

Noah reçoit un e-mail de sa banque suisse : les normes de sécurité de son e-banking ont été améliorées, les installer ne prendra que quelques minutes. Un clic sur le lien, et Noah se retrouve sur le site internet de sa banque, où il entre ses données de contact et d'accès à l'e-banking.

Son téléphone sonne peu après. Une conseillère clientèle de la banque aimerait finaliser la mise à jour. Un code de sécurité est envoyé dans la foulée. Noah suit les instructions à la lettre et confirme la réception du code en le lisant à voix haute. Après d'autres explications détaillées, l'aimable conseillère clientèle prend congé de lui.

Plus tard, lorsque Noah se reconnecte à l'e-banking pour consulter l'état de ses finances, il ne lui faut pas longtemps pour comprendre ce qui s'est passé : des inconnus se sont introduits dans sa session et ont vidé son compte. La prétendue mise à

jour était une belle arnaque. L'e-mail ? Une embrouille. Le site internet ? Un leurre. Et les instructions de la conseillère clientèle ? Tout était faux ! Le préjudice financier, lui, est bien réel.

## Fini l'esprit de clocher, place à la coordination

L'expérience montre que les auteurs de ce type de méfaits ne se contentent pas de s'emparer des données d'accès d'une seule personne. Leur dessein, c'est de lancer un vaste filet en envoyant une multitude d'e-mails. Plusieurs cantons sont automatiquement touchés.

Pour la poursuite pénale de la Suisse organisée de manière fédérale, c'est un vrai défi. Si l'on veut éviter les doublons et enquêter avec efficacité, il faut une intense coordination des dossiers et qu'un ministère public cantonal ou le Ministère public de la Confédération (MPC) – comme dans le cas de Noah – prenne la direction de la procédure.

## Mais quelle est la bonne piste ?

Noah n'est de loin pas le seul à avoir déposé plainte. Une bonne centaine de dommages signalés dans 17 cantons viennent gonfler le nombre des investigations. Chaque cas

permet aux enquêteurs et aux enquêtrices de fedpol de mieux comprendre le mode opératoire. Et chaque cas comporte des traces analogiques et numériques qui pourraient confondre les escrocs.

### Piste 1: l'e-mail de hameçonnage

Cette trace ne mène à rien. L'e-mail contient trop peu d'informations utilisables.

## ... jusqu'à l'arrestation des escrocs à Rotterdam

Près de deux ans après la plainte que Noah a déposée à la police zurichoise et d'intenses investigations, c'est le jour J. Les suspects sont arrêtés à Rotterdam. Ils doivent rendre compte du préjudice qu'ils ont causé pour la somme de quelque deux millions de francs suisses. Et l'argent ? Disparu à tout jamais.

\* Prénom fictif



**Piste 5 :**  
**l'appel de la conseillère  
clientèle**

La fausse conseillère appelle toujours les victimes en numéro masqué. Les enquêteurs parviennent toutefois à localiser les appels qui semblent venir des Pays-Bas. Le soupçon se confirme quand la conseillère finit par téléphoner à un agent infiltré. Bingo ! fedpol prend sans tarder contact avec la police néerlandaise sur mandat du MPC. Les enquêteurs des deux pays lancent une localisation affinée en étroite collaboration. Ce qui conduit les policiers néerlandais dans un quartier de Rotterdam, où ils identifient entre autres le kiosque où des cartes SIM ont été régulièrement achetées pour les appels de la conseillère clientèle.

**Piste 4 :**  
**le flux d'argent**

En collaboration avec la banque, les premières transactions effectuées depuis les comptes de la victime peuvent être documentées noir sur blanc. Les paiements sont faits sur des comptes à l'étranger. Les enquêteurs ne tardent toutefois pas à constater qu'il ne s'agit que d'étapes intermédiaires. **Des mules** transfèrent les fonds de leur compte au compte suivant, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il soit quasiment impossible de remonter à la source.

**Piste 2 :**  
**le site internet de hameçonnage**

Fausse piste. Si faire appel à MELANI, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information, permet d'obtenir des détails sur une adresse électronique déposée, il n'est pas possible toutefois d'en extraire une adresse IP ou des renseignements sur les accès des criminels.

**Piste 3 :**  
**l'accès à l'e-banking**

C'est pareil pour les accès à l'interface d'e-banking de la victime. Les malfaiteurs utilisent des instruments (comme des serveurs proxy) de manière ciblée pour masquer les adresses IP. Un proxy est une sorte de station intermédiaire qui interrompt la connexion directe de l'ordinateur des criminels au site internet consulté.

**Des mules pour passer l'argent**

Les criminels utilisent diverses plates-formes en ligne, les réseaux sociaux ou encore les petites annonces pour trouver des mules, des passeurs d'argent, dont ils utilisent le compte bancaire pour parvenir à leurs fins, à savoir transférer de l'argent acquis par des moyens frauduleux. Les annonces s'adressent souvent à des personnes en recherche d'emploi ou

rencontrant des difficultés financières et leur font miroiter le boulot presque parfait.

Le prétendu boulot consiste à recevoir de l'argent via leur propre compte bancaire, à le retirer et à l'envoyer à l'étranger par courrier postal, via un service de transfert d'argent ou par un autre moyen. De plus en plus, on demande aussi aux passeurs de convertir les fonds en cryptomonnaie (par ex. *bitcoin*).

Ils ont le droit de retenir une commission en contrepartie. La prudence est toutefois de mise, car se faire recruter comme passeur d'argent, c'est enfreindre la loi. L'argent provient presque toujours d'actes délictueux relevant de la cybercriminalité, du trafic de drogue ou de la traite des êtres humains.

**Criminalité transnationale** En Europe de l'Est, un homme achète une action à un prix avantageux et la revend plus cher. En Suisse, un autre échafaude un système de comptes bancaires dans le pays et à l'étranger. Le lien entre les deux ? Suivez l'argent...

# Une idée à bas coût

Été 2019. La canicule écrase ce pays d'Europe de l'Est, où les perspectives économiques sont moroses. Dans les ruelles de la ville, des chiens somnolent à l'ombre des arbres. Non loin de là, Nicolai, chef de sa propre entreprise, rêve dans sa petite maison avec jardin. Il a soudain une idée de génie. Et si l'argent poussait tout seul ? Et s'il vendait quelque chose sans aucune valeur mais qui pourrait lui rapporter gros ? Et plus génial encore : il ferait en sorte de n'avoir absolument rien à voir avec le coup. Son idée d'escroquerie à l'investissement prend forme. Reste à filer la toile. Et à trouver des gens qui travailleront pour lui.

Il charge un centre d'appels d'un pays voisin de trouver des clients prêts à acheter des actions d'une société obscure. Des actions qui valent des clopinettes, ce que les acheteurs ne savent bien sûr pas. On leur fait plutôt miroiter des gains importants, une percée rapide, de l'argent facile, bref le grand rêve. Les clients mordent à l'hameçon et sortent le porte-monnaie. Plus ces actions bidon trouveront acquéreurs, plus leur valeur augmentera. Nicolai le sait bien. Et le moment venu, il commencera

à les vendre. Il gagne le jackpot, son plan fonctionne. Une question d'importance toutefois : que faire de tout cet argent ? C'est là que Bernhard entre en scène.

## Un système avec garantie

Bernhard, milieu de la cinquantaine, comptable dans sa propre fiduciaire dans une ville moyenne de Suisse, est assis à son bureau. Il a chaud. Bernhard est un professionnel, il connaît son métier. Il sait comment gérer les comptes de ses clients et administrer leur fortune. Mais il sait aussi quoi faire pour que certains paiements passent entre les mailles du filet. Cette après-midi-là, quand Nicolai lui demande de gérer sa fortune et ses comptes, Bernhard accepte volontiers.

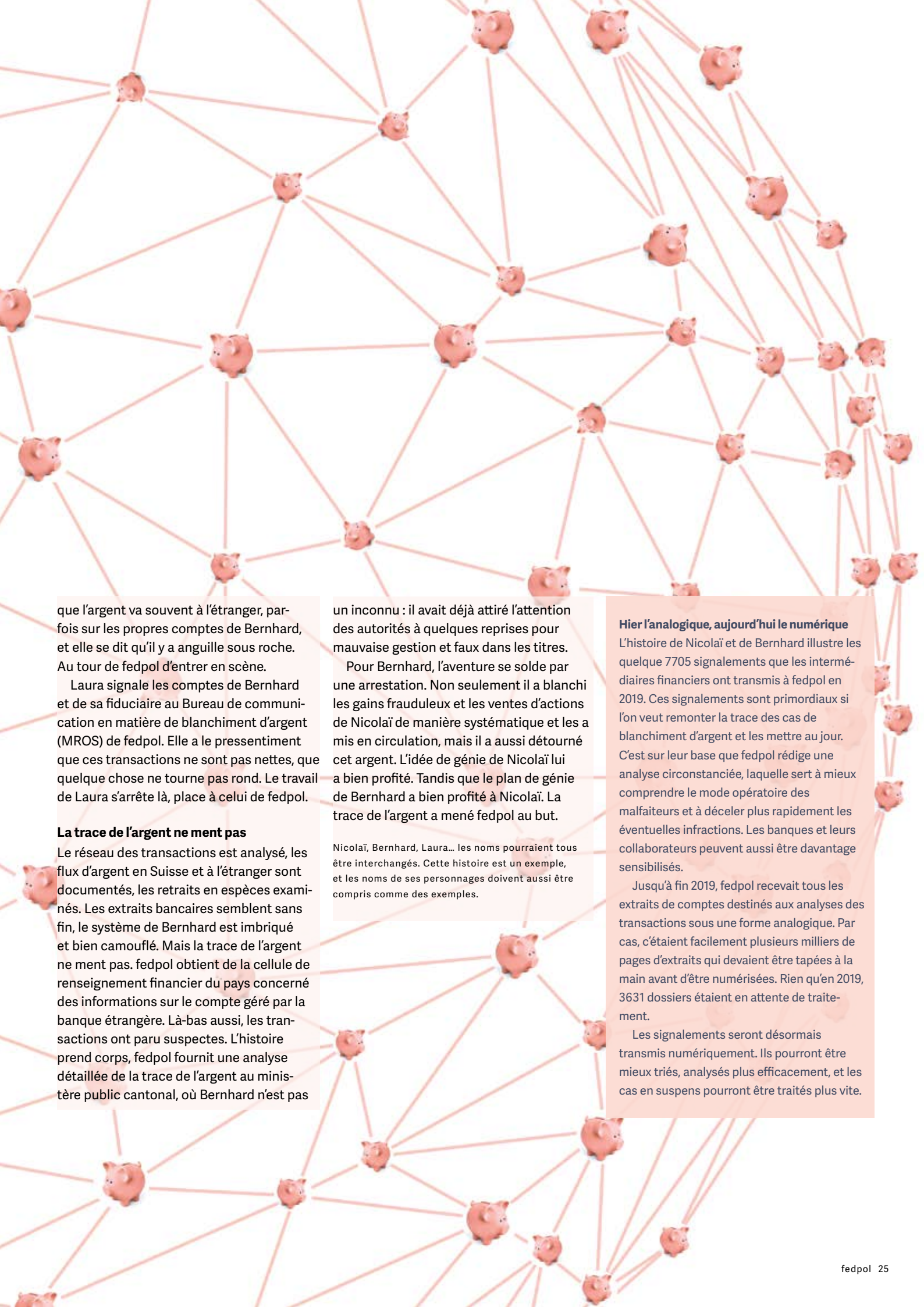
Bernhard conçoit un réseau de transactions financières si tortueux qu'il est difficile de savoir d'où vient l'argent et où il va. L'argent des clients qui ont acheté des actions partout en Europe alimente les comptes que Bernhard gère pour Nicolai depuis la Suisse. De là, il le transfère à nouveau, parfois à l'étranger, parfois à d'autres acteurs en Suisse, parfois à lui-même.

Tout va comme sur des roulettes, l'argent continue de pousser, le plan fonctionne.

## Jour de paie

Mais Bernhard baisse sa garde. Les sommes accumulées prennent de trop grandes proportions trop rapidement. Il ne sait plus qu'en faire, se verse des salaires importants sur son compte privé, retransfère un montant colossal à la société de Nicolai à l'étranger. Des sommes considérables ne cessent d'être versées sur les comptes de la fiduciaire de Bernhard. Puis c'est la faute : en un seul jour, il retire plusieurs milliers de francs à différents distributeurs de la ville.

Fin de l'été 2019, en Suisse. Dans le centre-ville, le bruit sourd du trafic entre par la fenêtre entrouverte du bureau. Laura, début de la trentaine, est employée de la banque où Bernhard a les comptes de sa société. Elle observe les transactions, qui suscitent sa méfiance. Elle sait que l'argent ne pousse pas tout seul. Elle sait que les paiements enchevêtrés ne signifient rien de bon. Elle voit que de nombreux versements sur les comptes de Bernhard ont les mêmes motifs de paiement. Elle voit



que l'argent va souvent à l'étranger, parfois sur les propres comptes de Bernhard, et elle se dit qu'il y a anguille sous roche. Au tour de fedpol d'entrer en scène.

Laura signale les comptes de Bernhard et de sa fiduciaire au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) de fedpol. Elle a le pressentiment que ces transactions ne sont pas nettes, que quelque chose ne tourne pas rond. Le travail de Laura s'arrête là, place à celui de fedpol.

#### **La trace de l'argent ne ment pas**

Le réseau des transactions est analysé, les flux d'argent en Suisse et à l'étranger sont documentés, les retraits en espèces examinés. Les extraits bancaires semblent sans fin, le système de Bernhard est imbriqué et bien camouflé. Mais la trace de l'argent ne ment pas. fedpol obtient de la cellule de renseignement financier du pays concerné des informations sur le compte géré par la banque étrangère. Là-bas aussi, les transactions ont paru suspectes. L'histoire prend corps, fedpol fournit une analyse détaillée de la trace de l'argent au ministère public cantonal, où Bernhard n'est pas

un inconnu : il avait déjà attiré l'attention des autorités à quelques reprises pour mauvaise gestion et faux dans les titres.

Pour Bernhard, l'aventure se solde par une arrestation. Non seulement il a blanchi les gains frauduleux et les ventes d'actions de Nicolaï de manière systématique et les a mis en circulation, mais il a aussi détourné cet argent. L'idée de génie de Nicolaï lui a bien profité. Tandis que le plan de génie de Bernhard a bien profité à Nicolaï. La trace de l'argent a mené fedpol au but.

Nicolaï, Bernhard, Laura... les noms pourraient tous être interchangeables. Cette histoire est un exemple, et les noms de ses personnages doivent aussi être compris comme des exemples.

#### **Hier l'analogique, aujourd'hui le numérique**

L'histoire de Nicolaï et de Bernhard illustre les quelque 7705 signalements que les intermédiaires financiers ont transmis à fedpol en 2019. Ces signalements sont primordiaux si l'on veut remonter la trace des cas de blanchiment d'argent et les mettre au jour. C'est sur leur base que fedpol rédige une analyse circonstanciée, laquelle sert à mieux comprendre le mode opératoire des malfaiteurs et à déceler plus rapidement les éventuelles infractions. Les banques et leurs collaborateurs peuvent aussi être davantage sensibilisés.

Jusqu'à fin 2019, fedpol recevait tous les extraits de comptes destinés aux analyses des transactions sous une forme analogique. Par cas, c'étaient facilement plusieurs milliers de pages d'extraits qui devaient être tapées à la main avant d'être numérisées. Rien qu'en 2019, 3631 dossiers étaient en attente de traitement.

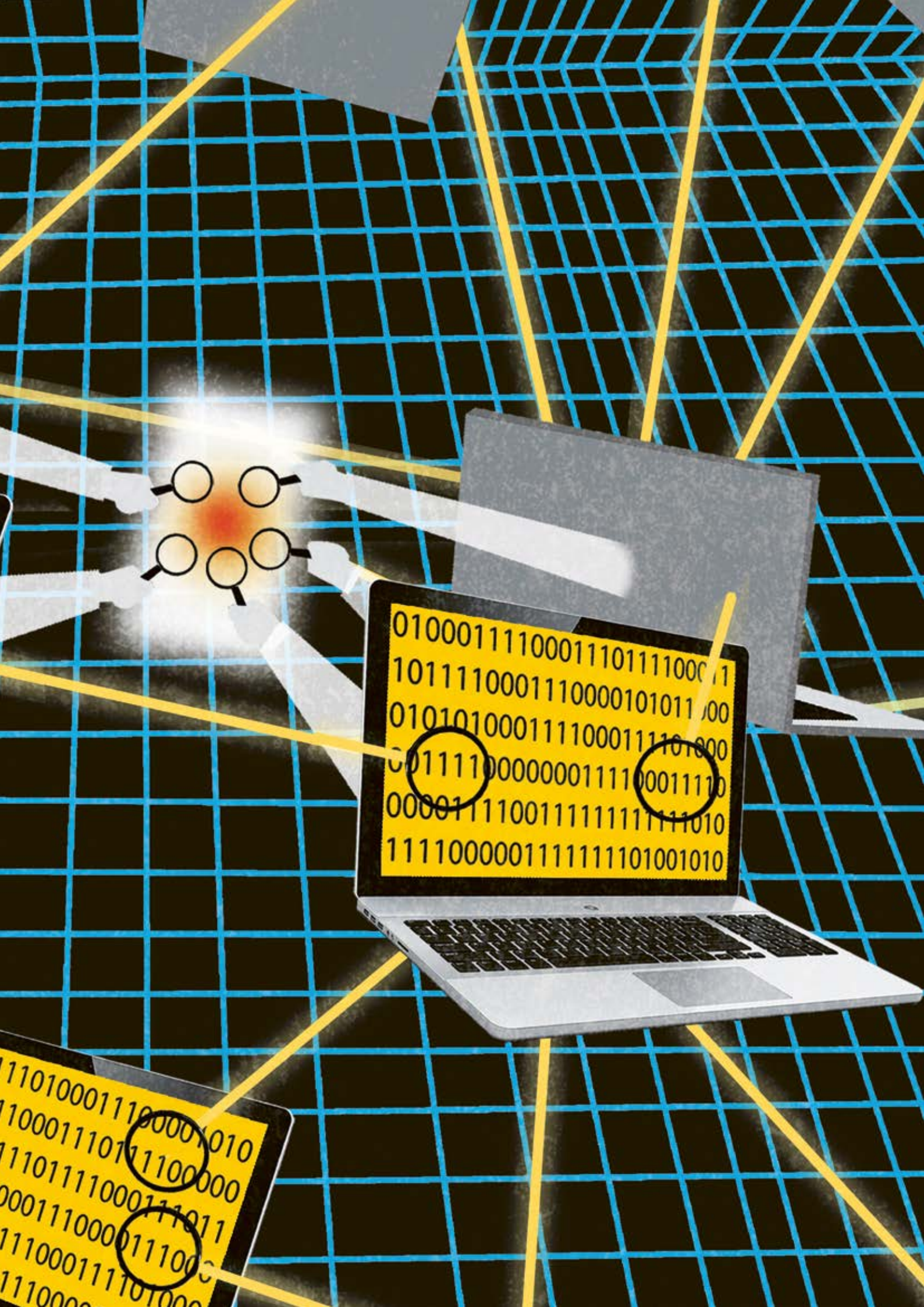
Les signalements seront désormais transmis numériquement. Ils pourront être mieux triés, analysés plus efficacement, et les cas en suspens pourront être traités plus vite.



0100011110100011100001010  
110000101010001110001111  
100000111100000111000011  
1100010011101110111100011  
01111000000111100011101  
110001110111000011100001

01010  
00000  
11011  
111000  
101000  
1111100

0100011  
1111011  
01111000  
100001110  
0101010001  
00111100000



0100011110001110111100011  
1011110001110000101011100  
0101010001111000111101000  
011111000000111100011110  
000011110011111111111010  
1111000001111111101001010

110100011100001010  
110001110111100000  
11101111000111011  
000111000011100  
111000111101000  
1110000

**Coopération internationale** Renforcer la sécurité passe par un échange d'informations rapide et le plus complet possible. Le but est que les bonnes informations parviennent aux bonnes personnes au bon moment, pour qu'elles puissent prendre les meilleures décisions possible. Plusieurs projets de coopération internationale visent cet objectif.

# Chaque minute compte !

Une nuit de 2019, dans le paisible village de Münchenstein, dans le canton de Bâle-Campagne. Deux malfrats s'introduisent dans une maison alors que ses occupants dorment. Ils fouillent plusieurs pièces à la recherche d'objets de valeur. L'un des occupants, une personne âgée, s'est assoupi dans le bureau. Il est lourdement frappé et blessé au visage. Il succombera plus tard à ses blessures.

Les auteurs quittent les lieux mais abandonnent plusieurs bijoux sur place. Les experts forensiques sont à la recherche de traces – empreintes digitales et ADN, notamment. Deux traces ADN sont prélevées sur une clé ainsi qu'une bouteille.

La police cantonale les transmet à fedpol pour une comparaison dans la banque de données nationale (CODIS). Résultat négatif. Alors, il est possible d'effectuer une recherche à l'échelle internationale. Aujourd'hui, c'est le canal Interpol qui est activé. La demande est envoyée à chaque pays individuellement – sans garantie qu'il possède une information pertinente et sans garantie quant au délai de sa réponse.

Ici, c'est bingo ! Les autorités françaises confirment que les traces ADN correspondent à deux profils figurant dans leur base de données. Cette identification est un progrès réel pour l'enquête. Environ un mois après les faits, les deux criminels

de nationalité roumaine sont arrêtés en France et sont ensuite extradés vers la Suisse. Toutefois, il aura fallu plusieurs jours pour que fedpol apprenne que les Français disposent d'informations sur ces deux personnes. Plusieurs jours, cela peut être fatal. Parce que dans une enquête policière, chaque minute compte.

## **Prüm, le canal standard**

Au sein de l'Union européenne, l'accès aux informations relatives aux empreintes digitales et aux profils ADN est garanti aux polices dans les plus brefs délais par une connexion des systèmes d'information. C'est ce qu'on appelle la « coopération



Carte de séquences géno-  
miques, architecture du  
chromosome et graphique  
de séquence génétique

Prüm », et c'est le canal standard par lequel s'échangent les informations. Cela signifie aussi que les demandes passant par un autre canal (dont celles de la Suisse) ne sont pas traitées aussi rapidement. En vue d'y remédier, le but est de se greffer à cette interconnexion. Un projet en ce sens est en cours. Il permettra d'identifier et de localiser plus rapidement des criminels. Un tel bénéfice pourrait favoriser des enquêtes sur de nombreux cas internationaux, par exemple sur les fourgons blindés ou le trafic de stupéfiants.

Autre exemple. Juillet 2016, en France. Une rixe oppose plusieurs SDF. Un homme meurt noyé. Les bagarreurs arrêtés balancent l'identité d'un meurtrier présumé, en fuite. Lors de l'enquête, des empreintes digitales sont prélevées.

Février 2018 : sur la base de ces empreintes digitales, Interpol France, n'ayant trouvé aucune information dans les bases de données nationale et européennes, effectue une demande au monde entier.

fedpol reçoit cette demande pour la Suisse. Elle fait une recherche dans ses systèmes d'information. Hit ! Cette personne est connue sous le nom de H. Z. et est en détention dans le canton de Neuchâtel... Juste avant sa libération, l'information peut être communiquée aux autorités françaises. Il était moins une ! Une interconnexion entre les systèmes d'information aurait permis de procéder beaucoup plus rapidement à cette identification.

C'est pourquoi la Suisse veut accéder à la coopération Prüm pour accéder aux informations en temps réel.

#### Faire communiquer les systèmes

Accéder à un système d'information, c'est bien, mais dans la mesure où les systèmes ne communiquent pas entre eux, certains criminels parviennent à passer entre les mailles du filet. Ainsi, l'auteur de l'attentat de Berlin en décembre 2016 Anis Amri qui s'enregistre sous quatorze identités différentes auprès de différentes communes d'Allemagne en tant que demandeur d'asile. Le même Anis Amri

se trouve sous cinq identités différentes dans les bases de données policières.

Comment faire le lien entre ces identités ?

A l'échelle européenne, la police, les douanes et les autorités en charge de la migration ont accès à de nombreux systèmes d'information : le Système d'information Schengen (SIS), le système d'information sur les visas (VIS), le système d'information contenant les informations sur les migrants ayant déposé une demande d'asile dans l'espace Dublin (Eurodac). A l'avenir s'ajoutent encore d'autres systèmes.

Dans la configuration actuelle, ces systèmes ne sont pas reliés entre eux. Ils doivent être interrogés séparément. Demain, une solution informatique – l'interopérabilité – assurera une communication entre ces systèmes. Disposer de tous les renseignements pertinents en un seul clic : c'est l'objectif de l'interopérabilité, qui vise à ce que la police, les douanes et les autorités de migration reçoivent la bonne information, au bon moment, dans tout l'espace Schengen.

Les autorités pourront obtenir une image plus complète de la personne contrôlée. Elles détecteront mieux les personnes qui constituent une menace pour la sécurité ou mentent sur leur réelle identité. Dans un cas comme celui d'Anis Amri, les autorités de migration et la police pourraient recouper les différentes identités et identifier la même personne sous les différents alias.

#### En Suisse aussi

En Suisse aussi, la perméabilité des différents systèmes d'information cantonaux est un défi. Attentat de Strasbourg. Il est 20 heures lorsque Cherif Chekatt ouvre le feu au marché de Noël. Les autorités françaises recherchent le plus d'informations possible sur lui. fedpol effectue les clarifications pendant toute la nuit. Nos spécialistes consultent les nombreuses banques de données. L'assaillant est enregistré dans sept cantons différents ! Mais il est nécessaire d'interroger chaque police cantonale individuellement pour obtenir les informations détaillées. Cela devrait changer à l'avenir : un projet vise à accélérer l'échange

d'information par l'établissement d'une plate-forme de requête nationale permettant d'accéder aux informations contenues dans tous les systèmes d'information.

Plus que jamais dans notre monde globalisé, digital et connecté, l'échange d'informations est le nerf de la guerre. Pour qu'il soit efficace, il faut pouvoir compter sur des solutions informatiques intelligentes qui permettent de fournir en temps réel la bonne information au bon endroit.



## Lexique

### Eichenberger

Corina Eichenberger-Walther était jusqu'en 2019 conseillère nationale PLR. Le 14 juin 2018, elle dépose une motion chargeant le Conseil fédéral de créer une base de données de police nationale et centralisée ou une plate-forme reliant les bases de données de police cantonales existantes. Sa motion a été acceptée par le Conseil fédéral et les deux Chambres du Parlement. La plate-forme nationale de requête permettra aux polices cantonales et à fedpol de consulter directement les données de police relatives aux personnes et à leurs antécédents.

### Interopérabilité

L'interopérabilité est le fait que des systèmes informatiques puissent s'adapter afin de collaborer avec d'autres systèmes indépendants, ce qui permet de créer un réseau et de faciliter la communication de données plus complètes.

### Prüm

Prüm est une ville d'Allemagne, située dans le land de Rhénanie-Palatinat. C'est dans cette ville qu'est signé, le 27 mars 2005, un traité entre sept Etats membres de l'UE : la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche. Il prévoit l'échange de données génétiques et d'empreintes digitales afin de renforcer la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Une partie importante du traité a ensuite été transposée dans le droit de l'UE.

### PNR

Les données « PNR » (ou « Passenger Name Records ») sont les données fournies par les passagers aériens au moment de la réservation d'un vol auprès d'un transporteur aérien ou d'une agence de voyage. Ces données peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Vingt-quatre Etats européens ont d'ores et déjà mis en place des unités pour traiter ces données. La Suisse étudie actuellement la possibilité de mettre en place un tel système.

### SIS

Le Système d'information Schengen (SIS) est l'outil indispensable pour l'échange d'informations entre les polices et les autorités de migration de l'espace Schengen. Chaque jour, les autorités de sécurité suisses effectuent près de 300 000 demandes au SIS. Ce système d'information contient les recherches de criminels en vue de leur arrestation, les informations concernant des personnes disparues ou frappées d'une interdiction d'entrée, les recherches de véhicules, d'objets ou d'armes. Un projet vise à développer ce système, notamment par un signalement obligatoire des terroristes potentiels et des interdictions d'entrée.

**Identification de victimes** Des ressortissants suisses perdent la vie lors d'un attentat au Sri Lanka. fedpol se rend sur les lieux de la tragédie pour identifier les victimes avec certitude et se charge aussi de transporter les échantillons d'ADN de manière sûre et rigoureuse.

# Le droit à la certitude

Dimanche de Pâques. C'est l'heure de la prière, pour les chrétiens du Sri Lanka aussi. Et puis les attentats, dévastateurs. Presque simultanément, des kamikazes déclenchent leur bombe dans plusieurs églises et hôtels. Plus de 250 personnes décèdent, près de 500 sont blessées. Les premiers rapports des médias indiquent que trois Suissesses et deux Suisses figurent parmi les victimes. Les recherches du *Criminal Investigation Department* (CID) au Sri Lanka évoquent en outre des liens possibles avec la Suisse. Le Ministère public de la Confédération (MPC) ouvre une procédure pénale.

fedpol lance les enquêtes de police criminelle en Suisse et décide d'envoyer une équipe au Sri Lanka pour identifier avec certitude les victimes suisses et pour apporter un soutien à l'ambassade de Suisse.

## Lugubre silence

Quand les deux spécialistes de fedpol parviennent à Colombo dans un avion presque vide, la ville, autrement si effervescente, est méconnaissable. Un lugubre silence plane sur les rues désertes. Les autorités, qui redoutent d'autres attentats, ont imposé un couvre-feu. La situation semble confuse.

Elle se clarifie rapidement : seules trois des cinq victimes au total en provenance de Suisse sont de nationalité suisse. Il s'agit d'une famille composée du père, de la mère et d'une fille. Les médecins légistes sur place ont déjà prélevé des échantillons de sang sur toutes les victimes probablement étrangères. Afin d'établir l'identité des trois personnes selon les normes suisses, donc celles d'Interpol, fedpol convient avec les autorités locales de procéder en plus à sa propre analyse ADN.

En présence des spécialistes de fedpol, un médecin légiste réalise sur chacune des victimes un frottis de muqueuse jugale et un prélèvement sanguin. Les échantillons sont soigneusement scellés et préparés pour être envoyés en Suisse. Les spécialistes suisses sont présents à chaque étape.

## Les Tigers prennent le relais

D'autres obstacles administratifs devront toutefois être surmontés avant que l'enveloppe ne parvienne au laboratoire de l'Institut de médecine légale de l'Université de Zurich (IRM UZH). Le déroulement correct du point de vue formel prend du temps et exige des nerfs d'acier. Les Suisses ne sont pas les seuls à attendre la remise des corps. L'équipe de fedpol a besoin de procurations et de confirmations pour représenter officiellement les autorités suisses et – ce qui est inhabituel au Sri Lanka – les proches. Des services de traduction doivent être mis sur pied, des documents officiels établis.

L'ambassade de Suisse aide dans la mesure de ses moyens.

Juste avant que le prochain avion suisse ne quitte le Sri Lanka pour Zurich, les collaborateurs de fedpol remettent les échantillons d'ADN aux deux *air marshals* suisses, les *Tigers*. Les deux représentants du groupe d'engagement de fedpol, chargés de la sécurité à bord des avions suisses et dans les aéroports étrangers, garantiront le transport sûr de cet envoi inhabituel – un autre maillon essentiel de la chaîne d'une identification qui ne doit pas laisser de place au doute.

### Un dernier acte respectueux

Entre-temps, les effets personnels des victimes ont été transportés de l'hôtel, où la famille suisse, comme bien d'autres clients, a connu une fin si tragique, à l'ambassade de Suisse. Vêtements, souvenirs, animaux en peluche... les deux collaborateurs de fedpol en rapporteront une partie en Suisse. Avant cela toutefois, comme convenu au

préalable avec les proches, ils assisteront à la crémation des victimes. Un ultime hommage humanitaire de deux policiers fédéraux, qui peuvent ainsi confirmer en qualité de témoins officiels que ce dernier acte au moins s'est déroulé correctement et respectueusement.

### Mission accomplie

Aéroport de Zurich. A la porte d'embarquement, la police cantonale zurichoise reçoit des deux *Tigers* les échantillons d'ADN et les transporte directement à l'IRM UZH pour analyse. La comparaison avec le matériel biologique des défunts disponible avant leur décès, les données dites ante mortem, se révèle positive, confirmant ainsi de manière catégorique l'identité des trois victimes.

Dix jours après leur départ, les deux collaborateurs de fedpol reviennent aussi en Suisse.

Mission accomplie.

### Conséquences émotionnelles et juridiques

L'identification catégorique d'une victime est capitale parce qu'elle seule permet aux autorités de confirmer officiellement le décès d'une personne. Tant qu'elle n'a pas eu lieu, l'incertitude peut mettre les survivants dans une situation difficile, notamment du point de vue financier. Pour une personne dont le décès n'a pas été déclaré officiellement, certaines factures doivent toujours être payées, les proches ne peuvent ni toucher une rente de survivants, ni entrer en possession d'un héritage. Mais surtout, ils sont dans une situation de stress émotionnel : ils ne peuvent ni enterrer les défunts, ni leur faire leurs adieux et commencer leur travail de deuil.


Un lourd tribut : plus de 250 vies humaines disparues sous le coup des bombes posées par les auteurs des attentats suicides de Colombo au Sri Lanka.





```
1  
1001  
00101010100111111  
1001100010011000  
10011000100110001  
1111111111010101  
11001100110011001  
0000000001000000  
01100010011000100  
11000100110001011  
00010011000100110  
00100110001111111  
0000000001000000  
1111111111010101  
10011001100110010  
0000000001000000  
10011000100110011  
00110001001100110  
10010110011001100  
10010110011001100
```





**Analyse criminelle** Autrefois, les policiers partaient d'une poignée d'indices physiques pour remonter des pistes. Aujourd'hui, les spécialistes d'informatique forensique disposent d'une quantité colossale d'informations. Comment travaillent-ils pour s'y retrouver ?

# Apprivoiser le magma du *big data*

Neuf iPhones et iPads, trois smartphones Android, un téléphone mobile « basique », cinq ordinateurs Mac, deux PC, 18 disques durs et clés USB, une carte SIM, une *action-cam*, un compte sur le *cloud*... 3,6 téraoctets de données représentant notamment 3439 fichiers audio, 64 206 images, 1267 vidéos. Dans une vaste enquête de terrorisme, l'ampleur de la saisie des enquêteurs de fedpol impressionne. Le but des investigations ? Démontrer que le suspect enfreint la loi interdisant l'Etat islamique et Al-Qaïda. Pour ce faire, il faut notamment définir si le suspect connaît des acteurs de la scène islamiste, respectivement s'il a des contacts avec eux et les rencontre. Un travail de titans en perspective – alors que, peut-être, des attentats sont en train d'être préparés et des vies mises en danger. Comment agir à partir des données

recueillies ? Par où commencer ? Autrefois, les policiers partaient souvent d'une poignée d'indices pour remonter les pistes et reconstituer les actions des personnes soupçonnées. Aujourd'hui, la technologie a complètement transformé le travail de la poursuite pénale. D'entrée de jeu, les spécialistes d'informatique forensique disposent d'une quantité colossale d'informations. A eux de trouver ensuite l'aiguille dans la botte de foin.

## **Le travail initial des machines**

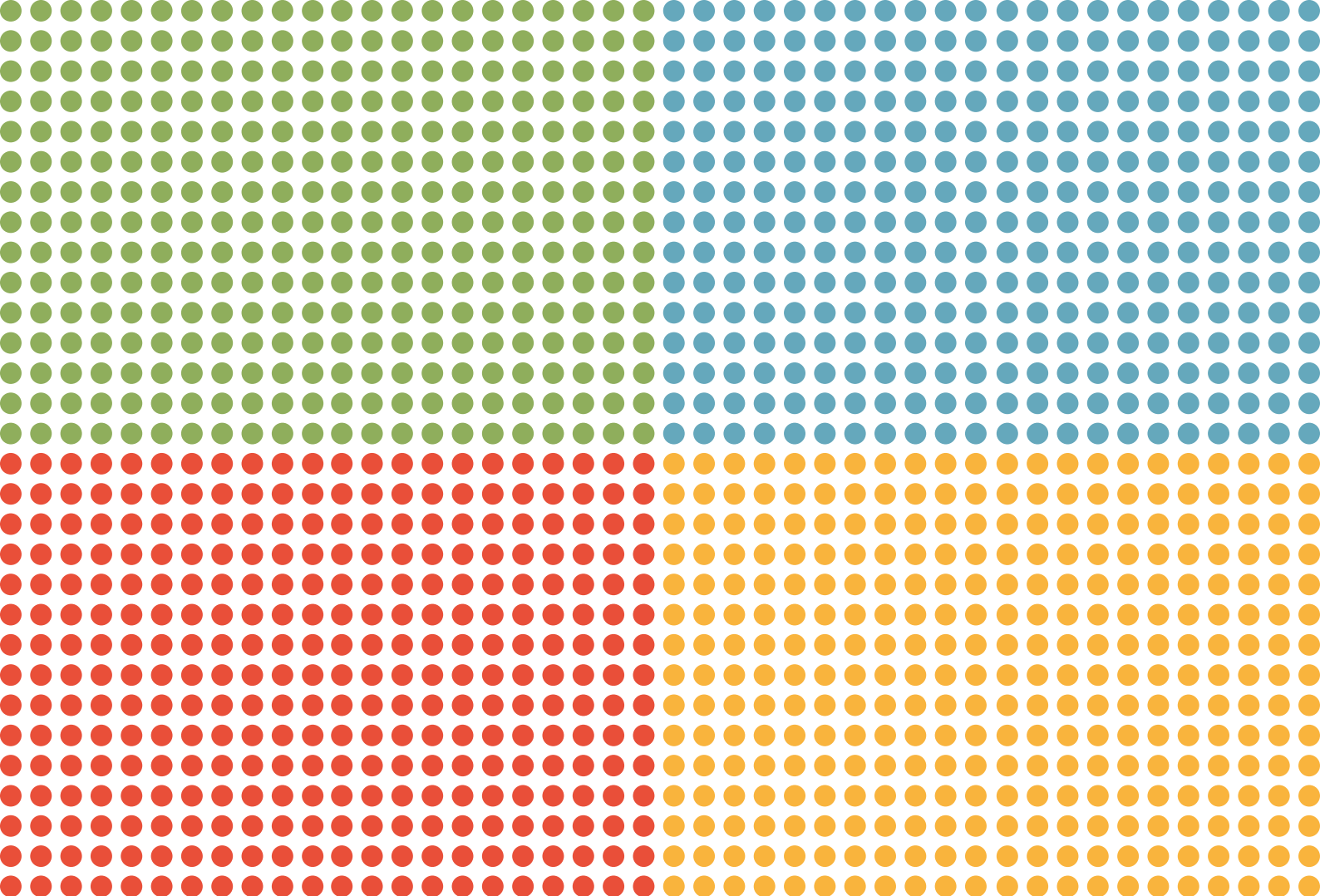
« Toutes les données informatiques sont d'abord déversées dans un immense pot », image un enquêteur IT forensique de fedpol. « Le but initial est de séquencer, de trier pour diminuer la masse de fichiers sans pour autant passer à côté d'éléments importants. » Dans un premier temps, ce

sont les machines qui travaillent. Afin de favoriser un travail rapide, toutes les données sont réparties sur plusieurs serveurs qui travailleront en même temps lorsque sera lancée une demande. « Puisque le *big data* est une masse de données en vrac, notre traitement n'est pas linéaire ni catégorisé », explique notre enquêteur.

Les machines sont capables d'accomplir un certain nombre de tâches elles-mêmes. Par exemple ? Les e-mails ne sont plus affichés individuellement, mais des chaînes sont reconstituées. L'intelligence artificielle parvient aussi à recouper les informations qui apparaissent dans plusieurs photos ou vidéos.

## **Des sources hétéroclites**

« L'ordinateur peut par exemple détecter et regrouper les vidéos qui contiennent des



#### Les quatre caractéristiques du *big data*

**Volume** : soit la grandeur de la masse de données – une base de données ne suffit pas.

**Variété** : soit l'hétérogénéité des données – on parle de données polystructurées.

**Véracité** : soit l'incertitude quant à la qualité des données contenues dans cette masse.

**Vélocité** : soit l'importance de pouvoir déchiffrer ces données en temps réel – ou presque.

armes, ou celles qui contiennent le symbole de l'Etat islamique », poursuit notre enquêteur. De la même manière, elle peut définir si un mot-clé apparaît systématiquement dans les conversations entre deux personnes ou si les e-mails catégorisés comme « ultraconfidentiels » se rapportent à des thématiques similaires.

« Le défi, et tout le sens de notre travail, consiste à trouver la bonne information et à recouper les informations à partir de sources complètement hétéroclites : il peut s'agir de banques de données, de retranscriptions ou encore de données informatiques XML issues d'écoutes téléphoniques », explique notre enquêteur. « L'analyse du *big data* ne fait toutefois sens qu'à condition de savoir ce que l'on cherche. »

#### Machine et humain complémentaires

Grâce à un premier tri, la quantité de données à analyser diminue drastiquement. Puis les enquêteurs et analystes avancent encore en ciblant des thématiques, des groupes de mots (*clusters*). Dans une enquête de criminalité économique, 25 millions de fichiers récoltés sur 85 boîtes e-mails, 85 disques durs et de nombreuses autres pièces à conviction ont donné naissance à seize paquets thématiques contenant 2000 documents. Une quantité plus acceptable en vue d'une analyse approfondie des enquêteurs.

La criminalité évolue à l'image de la société : elle est digitale, mobile, connectée. Cela aboutit à de nouveaux défis pour les autorités de poursuite pénale : protection des données, cryptage des échanges ou encore sauvegarde des

données à l'étranger. « Il arrive que certaines données soient sauvegardées sur le *cloud* – à savoir sur des serveurs situés à l'étranger », confirme notre enquêteur. « La pratique indique qu'elles peuvent être utilisées comme moyens de preuve. Mais parfois, les accusés ne consentent pas à offrir l'accès à leurs données et il est nécessaire de passer par des procédures d'entraide judiciaire, complexes et coûteuses en temps et en ressources. » Alors que, pendant ce temps, les terroristes et criminels profitent des avantages offerts par les nouvelles technologies.

D'où l'importance pour les autorités de poursuite pénale de disposer de nouveaux outils et de ressources adaptées, ainsi que de bases légales technologiquement neutres.

**Sécurité** Année après année, le Forum économique mondial (WEF) réunit à Davos chefs d'Etat, ministres et autres membres de gouvernement de haut rang venus du monde entier. Autant dire qu'il constitue un travail d'Hercule pour toutes les autorités de sécurité suisses, parmi lesquelles fedpol joue un rôle clé. De l'évaluation de la menace en amont à la description d'itinéraires sur place, en passant par l'organisation à brève échéance d'arrivées, de concertations relatives aux mesures de sécurité ou de vols d'hélicoptère – fedpol est au cœur de cet effort titanesque.

# Un effort de longue haleine

Ses traces se fondent dans la neige : le président Trump assiste au WEF 2020.

## \* Vol en hélicoptère ou convoi de voitures ?

Dans la mesure du possible, les personnes à haut risque sont amenées à Davos en hélicoptère pour des raisons de sécurité. La météo n'est toutefois pas toujours clémente. La décision météo est ainsi prise environ trois heures avant les vols prévus.

Il s'agit là d'un moment crucial pour les policiers de fedpol. Si la météo n'est pas propice au vol, il faut organiser un convoi de voitures qui réponde aux mesures de sécurité prédéfinies.

C'est exactement la situation qui se présente avec le départ de Donald Trump pour Zurich-Kloten. La police suisse y remédie en collaboration avec les cantons de transit et l'armée suisse, ce qui fait qu'elle organise le plus long convoi auquel Trump ait participé jusqu'ici en tant que président des Etats-Unis.



A intervalles réguliers, des paires de phares éclairent ses bottes d'hiver noires. Un convoi de gros véhicules noirs dont il ne voit pas la fin serpente en passant devant lui. Le vrombissement constant lui fait penser à la circulation d'une grande ville.

Le policier de fedpol est campé au bord de la rue principale de Davos. Dans le froid intense, il parle fort et clair dans son téléphone portable, laissant s'échapper de petites bouffées de vapeur. Il est en train de guider les représentants de la sécurité de la délégation du Congo à travers le dédale nocturne qui les sépare du centre d'accréditation du WEF.

### **De l'Amérique du Sud à la vallée de Landwasser**

fedpol a pris position dans les entrailles de ce centre pour une semaine environ. Les policiers, sur le qui-vive, répondent aux appels sans jamais s'interrompre. Et aucun d'eux ne sait d'avance ce qu'apportera la sonnerie du portable ni où elle le mènera. En début de journée déjà, on entend dire que Juan Guaidó va venir au WEF. C'est comme si le chaos intérieur du Venezuela éclipsait soudainement le soleil de Davos. Quel est le risque pour Guaidó, qui est président élu de l'Assemblée nationale vénézuélienne d'une part, mais aussi président intérimaire autoproclamé et chef de l'opposition d'autre part ?

### **De la géopolitique aux facteurs régionaux**

Voilà l'une des nombreuses questions que se posent les spécialistes de fedpol. En un rien de temps, ils procèdent à une évaluation détaillée de la menace. Ils tiennent compte d'aspects géopolitiques – près de 50 Etats reconnaissent Guaidó comme dirigeant légitime du Venezuela – tout comme de facteurs régionaux, tels que le potentiel actuel de manifestations anti-Guaidó en Suisse.

Ils définissent ensuite les mesures de protection appropriées, en faisant preuve de toute l'habileté diplomatique qu'exige le contact direct avec la délégation de Guaidó. Puis vient la mise en œuvre sur place : la policière prend contact avec la police grisonne et le dispositif de sécurité ne tarde pas à prendre forme pour tous les déplacements de Guaidó. Le plus important dans une telle situation : garder son sang-froid. Même s'il reste moins de 24 heures avant le discours d'ouverture du WEF.

### **De Zurich à Davos**

L'air se met à tourbillonner sur les rives du lac gelé de Davos. Dans un ballet incessant, les hélicoptères atterrissent dans la zone de haute sécurité, pour remettre aussitôt le cap sur l'aéroport de Zurich, où arrivent la plupart des invités du WEF.

Le mardi matin, les sept aires d'atterrissage sont finalement occupées simultanément. Le président des Etats-Unis, POTUS en abrégé, vient d'arriver. Ce n'est que quelques instants avant l'atterrissage d'Air Force One à Kloten qu'on a su si son hélicoptère pourrait se rendre à Davos. C'est bien le cas : la décision météo\* est favorable. Le vol de Marine One est escorté par d'autres hélicoptères américains et des Super Pumas de l'armée suisse. Les unités spéciales de la police suisse qui assurent le déplacement aérien de Donald Trump ne sont pas seules à bord : un policier de fedpol les accompagne.

### **Détails extérieurs**

A peine Trump a-t-il foulé la neige davoisienne qu'une phase particulièrement délicate débute. Un convoi de voitures le conduit à l'hôtel. Le nombre de gardes du corps, la sécurisation des lieux, la composition du convoi... tout a été minutieusement planifié, y compris les éventualités telles que les barrages routiers.

Comme il se doit lors des visites d'Etat, le policier de fedpol s'est concerté jusque dans les moindres détails ces dernières semaines avec les policiers suisses et les fonctionnaires étrangers chargés de la sécurité. Tout roule : aucun incident n'est à signaler, même sur la route menant à destination, et le POTUS pénètre à l'heure dans sa chambre d'hôtel.

### **Détails intérieurs**

Retour au centre d'accréditation. La tension règne dans une salle attenante à la centrale de fedpol. Les responsables de la sécurité de la délégation pakistanaise s'entretiennent avec le policier responsable et l'analyste de police de fedpol. Les agents chargés de la protection des personnes issus de différents corps de police cantonaux sont assis à la même table.

Les Pakistanais écoutent avec la plus grande attention les explications de l'analyste. Un groupe de Genève a appelé via les réseaux sociaux à manifester contre la visite du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères du Pakistan. La police suisse s'est préparée à d'éventuelles actions. Une fois encore, les policiers de fedpol font preuve de doigté et obtiennent la collaboration confiante de toutes les parties. Ils discutent avec les agents chargés de la protection des personnes des points du programme des deux invités d'honneur, de leur itinéraire de déplacement et d'autres aspects sécuritaires.

### **En attendant le prochain appel**

Quand les choses sont enfin en place, la nuit est déjà retombée. La délégation du Congo a reçu son accréditation depuis longtemps, la visite de Guaidó est sur de bons rails. Les deux policiers de fedpol reprennent brièvement leur souffle à l'air libre. Avant que les bouffées de vapeur qu'ils émettent se dissipent complètement, une sonnerie de téléphone portable retentit de nouveau.

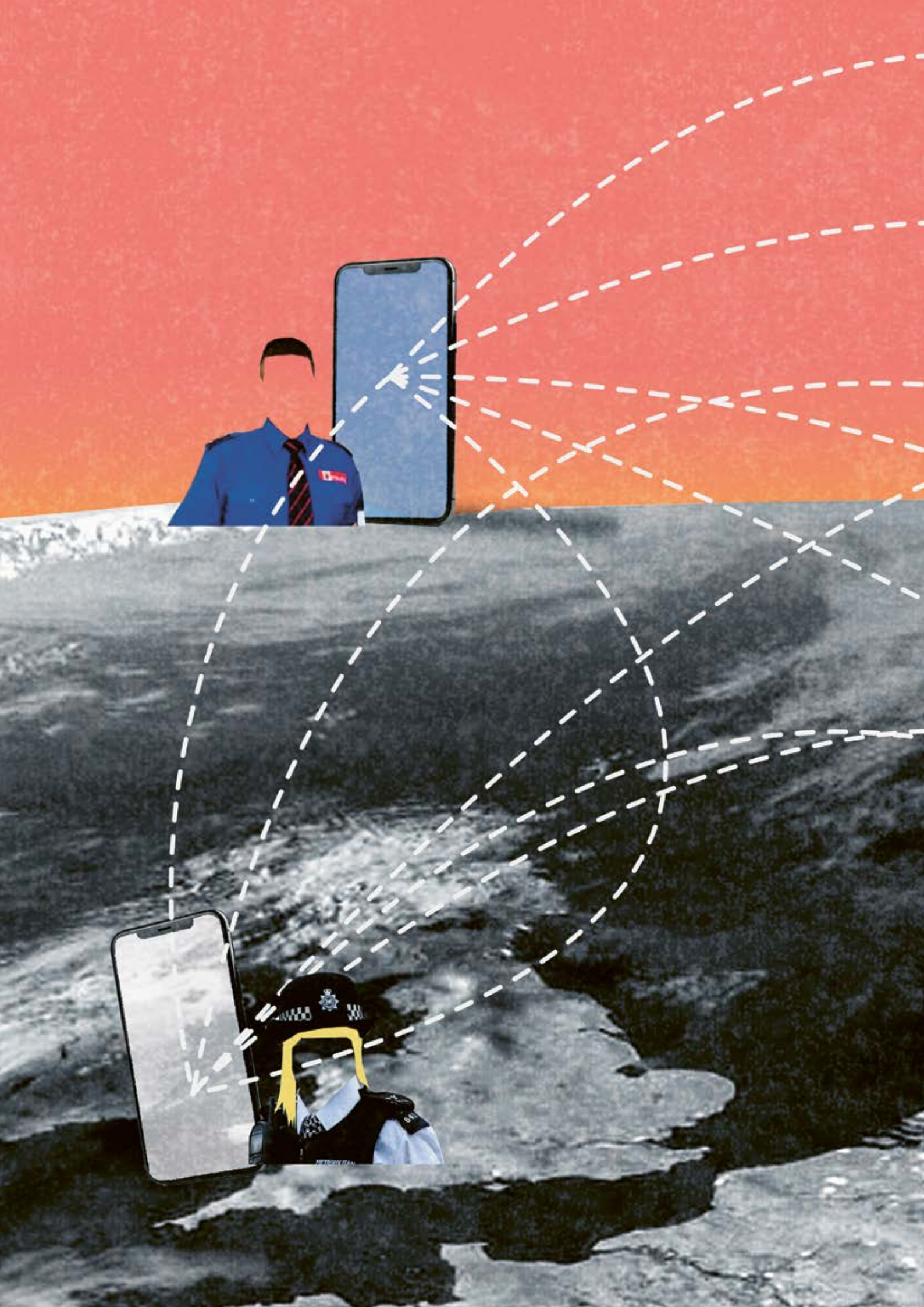
#### **A pied d'œuvre à Davos, Coire et Zurich**

En 2020, fedpol procède à une évaluation de la menace pour un total de 289 invités au WEF, sur laquelle elle fonde son dispositif de sécurité. Ces mesures sont

mises en œuvre avec succès sous la conduite de la police grisonne et avec le soutien de tous les concordats de police et polices cantonales et de la police municipale de Zurich. fedpol fait toutefois bien plus encore. Ses analystes

formulent des appréciations sur le niveau général de sécurité de la Suisse durant la semaine du WEF, en collaboration avec la police grisonne. fedpol fournit ces informations, de même que d'autres,

au sein de l'Etat-major de conduite Police de la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS) et garantit ainsi le flux d'informations entre la Confédération et les cantons.





# fedpol, plus qu'une police

*Si en Suisse la sécurité est avant tout une compétence cantonale, aujourd'hui, dans un monde globalisé, la criminalité ne connaît pas de frontières. Les affaires se complexifient, dépassent les frontières cantonales et ont un lien avec l'étranger.*

*Dans ce contexte, la police fédérale joue un rôle central. Coordination, analyses, enquêtes sur les affaires complexes de grande criminalité, mise à disposition d'infrastructures: fedpol est au cœur de l'action policière suisse et véritable trait d'union avec l'étranger.*

## Nos missions

**Nous luttons contre la grande criminalité dans les cas relevant de la compétence de la Confédération.**



**Nous pilotons la coopération policière en Suisse et avec l'étranger.**



**Nous protégeons les personnes et les bâtiments sous la responsabilité de la Confédération.**



**Nous développons et assurons le fonctionnement des systèmes d'information et des centres de compétences nationaux.**



# Les valeurs de fedpol

**1**  
**EXEMPLAIRES** –  
NOUS MONTRONS L'EXEMPLE.

**2**  
**ENGAGÉS** –  
NOUS ACCOMPLISSONS NOTRE TRAVAIL  
AVEC PASSION ET CONVICTION.

**3**  
**ENSEMBLE** –  
NOUS CONSIDÉRONS QUE NOTRE  
DIVERSITÉ EST UNE CHANCE.

**4**  
**FIABLES** –  
ON PEUT COMPTER SUR NOUS.

**5**  
**DYNAMIQUES** –  
NOUS TROUVONS DES SOLUTIONS.

**6**  
**RESPONSABLES** –  
LES BONNES DÉCISIONS SONT PRISES AUX  
BONS ÉCHELONS.

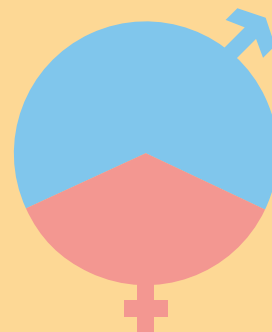
## fedpol en chiffres

Budget

**266**

millions de francs

Nombre d'hommes : 615 (63,2 %)  
Nombre de femmes : 358 (36,8 %)



Collaborateurs

**973**



Répartition linguistique:

Allemand	74,6
Français	18,6
Italien	6,6
Romanche	0,2

**Concept**

fedpol

**Rédaction**

fedpol

**Conception graphique**

2. stock süd netthoevel & gaberthüel, Bienne

**Illustrations**

Patric Sandri, Zurich

**Infographies**

P. 6–9 : 1kilo, Hansjakob Fehr, Böckten

**Photos**

P. 1 : fedpol

P. 4 : KEYSTONE/DPA/Marijan Murat/KEYSTONE/Christian Beutler/KEYSTONE/EPA/M.A. Pushpa Kumara/ KEYSTONE/Ennio Leanza

P. 11 : Thomas Hodel, Berne

P. 12/13 : KEYSTONE/DPA/Marijan Murat ; photomontage netthoevel & gaberthüel

P. 17 : KEYSTONE/Christian Beutler

P. 18 : Adobe Stock, hecke71

P. 19 : Keystone/police cantonale de Zurich

P. 21 : KEYSTONE/Cyril Zingaro

P. 22/23 : Adobe Stock, Robert Kneschke

P. 24/25 : Adobe Stock, electriceye

P. 28–30 : netthoevel & gaberthüel ; Adobe Stock, Tartila

P. 33 : Keystone/AP Photo/Eranga Jayawardena

P. 38 : KEYSTONE/Ennio Leanza

**Police de caractères**

Adelle (Veronika Burian/José Scaglione)

**Impression**

Stämpfli AG, Berne et Zurich

**Papier**

Fischer Papier : Lessebo 1.3 Rough White (100gm<sup>2</sup>/300 gm<sup>2</sup>)

**Distribution**

OFCL, Vente des publications fédérales

CH-3003 Berne

[www.publicationsfederale.admin.ch](http://www.publicationsfederale.admin.ch)

N° d'art. 403.500 f (1500 ex.)

**Copyright**

fedpol 2020

**Informations complémentaires**

[www.fedpol.admin.ch](http://www.fedpol.admin.ch)

This document contains a dense grid of binary code (0s and 1s) that forms a background pattern. A prominent green path is drawn across the grid, starting from the top right and winding through various sections of the code. At the bottom right of the page, there is a small illustration of a person sitting at a desk with a computer monitor. The monitor displays a green checkmark, and the person has their back to the viewer, looking at the screen. The overall aesthetic is a digital or data-driven theme.



0010001000  
01000100111  
1111000100010  
0010001000100  
1001001001001  
1111111111111  
000100010000  
100100010000  
010010001000  
100100010000  
001001000100  
1111111111111  
1111111111111  
0000000000000  
0000000000000  
00100100100100  
100000000000001  
0000100100100110  
01111111111000010  
01111000010010010  
010011111000010001  
0001000100010001001  
0100010100100100101  
0010010010011111111  
1111111111100000000  
0000000000000000000  
00000000100100100100  
10010000000000000010  
0001001001000110011111  
11111000001001111100  
0100000000000000000  
00001000100101000101001  
001001010010010010011111  
1111111111111000000000  
0000000000000000000  
00001000100101000101001  
001001010010010010011111  
1111111111111000000000  
0000000000000000001  
001001001001000100000010  
000100100100011001111100  
0001001111100001000100111  
11000010001000100010001001  
010001010010010001000100  
1111111111111000000000  
0000000000000000000000  
1001001001000100010001  
0010010001000100010001  
111100001000100010001000  
000100100100010001000100  
100010100100010001000100  
111111111111100000000000  
0000000000000000000000  
010010010100010001000100  
111111100001000100010000  
000000100010001000100000  
0000000000000000000000  
100111111111000100010000  
001001001001000100010000  
000100100111111111111100  
000100101000100010001000  
001010010010010001000100  
111111111111111111111100  
0000000000000000000000  
00000000000000

